



*Kyiv, le 8 juillet : des médecins et des secouristes sauvent une femme blessée dans les décombres de l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt, frappé par un missile russe.*

### **Dans ce numéro**

Bienvenue dans le numéro de juin-juillet 2024 de la lettre d'information syndicale de l'ENSU. Nous présentons la réaction syndicale à l'attaque criminelle de missiles russes sur l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt de Kyiv et posons la question suivante : n'est-il pas temps que le mouvement syndical international exige que l'Organisation internationale du travail rompe tous ses liens avec le régime meurtrier de Poutine et son "syndicat" officiel, la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), comme le mouvement syndical ukrainien l'a demandé avec insistance ? Si ce n'est pas maintenant, quand ?

Outre notre couverture habituelle des luttes des travailleurs et des communautés, ce numéro traite également de la crise des salaires impayés dans l'industrie du charbon, de l'importance croissante des femmes dans la main-d'œuvre ukrainienne et des avancées obtenues grâce aux luttes de la communauté LGBTI+ du pays.

Nous évoquons également l'importante victoire du mouvement anti-guerre belge, qui a obtenu l'interdiction du transbordement de GNL russe dans le port de Zeebrugge, ainsi que les nouvelles initiatives de solidarité de l'équipe de sauvetage italienne Giuditta.

### **Contenu**

Éditorial	2-4
Le tir de missile russe sur l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt, à Kyiv	5-9
Lutte des travailleurs en Ukraine - mineurs de charbon, travailleurs de la santé et coursiers	10-15
Luttes communautaires en Ukraine	16-17
Lutte des femmes en Ukraine	18-20
Lutte des étudiants en Ukraine	21
Luttes des LGBTI+ en Ukraine	22-29
Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	30-36
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens	37-48
Lutte des travailleurs au Belarus	49-52
Pour en savoir plus	53

## Le rôle crucial des syndicats dans la lutte pour la démocratie et la paix

Le résultat du second tour des élections législatives du 7 juillet en France a surtout montré une chose : la montée de l'extrême droite peut être stoppée, les libertés démocratiques et les droits sociaux peuvent être défendus. L'important est de réagir, de ne pas tomber dans le fatalisme et de construire l'unité la plus large possible, sans sectarisme.

Il reste beaucoup à faire pour renverser les politiques antisociales des gouvernements français passés et récents, qui sont à l'origine du désespoir croissant d'une grande partie de la classe ouvrière. En exploitant l'impact négatif de ces politiques, l'extrême droite s'est employée à semer la division parmi les travailleurs.

Néanmoins, la réponse combinée des syndicats français a constitué, dès le début, le ciment qui a permis à différentes forces politiques de s'unir dans un front commun visant à défendre les acquis sociaux et les droits démocratiques des travailleurs français, menacés à la fois par le Rassemblement national de Marine Le Pen et par le "centre" néolibéral du président Macron.

Les luttes unitaires de l'*Intersyndicale* française, d'abord contre le recul de l'âge de la retraite, puis pour la défense de l'Ukraine, ont constitué des étapes importantes sur la voie de la mobilisation derrière le nouveau Front populaire qui a relégué l'extrême droite à la troisième place le 7 juillet.

*¡No pasarán !* La lutte contre le danger du fascisme en Europe se déroule sur plusieurs fronts. Le plus cruel et le plus vicieux se trouve sur la ligne de front en Ukraine, mais le danger concerne tous les pays. La réorganisation de l'extrême droite en Europe, avec le leader hongrois Orbán, la française Le Pen, l'espagnol VOX et d'autres qui se rassemblent au sein du groupe parlementaire européen pro-Poutine "Patriotes pour l'Europe", montre deux choses : que les luttes nationales contre l'extrême droite sont de plus en plus liées et que le lien avec le

### Groupe éditorial

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU, membre des Commissions ouvrières de Catalogne (CCOO)  
Vasyl Andreyev, président du syndicat de la construction de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)  
Maksim Pazniakou, président par intérim du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP)  
Luca Cirigliano, responsable des affaires internationales, Union syndicale suisse (USS)  
Cati Llibre, secrétaire internationale, Union générale des travailleurs (UGT), Catalogne  
Colin Long, Just Transitions Officer, Victorian Trades Hall Council, Australie  
John Moloney, secrétaire général adjoint, Public and Commercial Services Union, Royaume-Uni  
André Frappier, ancien président de la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes  
Martin Gaillie, délégué du Syndicat des universitaires de l'Université du Québec au Conseil central du Montréal métropolitain de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)  
Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union Syndicale Solidaires, France  
Dick Nichols, Groupe de coordination de l'ENSU, membre du Syndicat des journalistes de Catalogne  
Patricio Paris, ENSU, ancien délégué d'entreprise de la Confédération générale du travail (CGT), France

régime autoritaire de la Russie est commun à tous les partis et gouvernements qui présentent des traits de fascisme.

Le Kremlin les alimente en propagande, les soutient économiquement et favorise leurs alliances internationales. Comme au XIXe siècle, la Russie est à nouveau la grande puissance la plus réactionnaire et la plus agressive de notre époque. Espérer que cette menace disparaisse - ou même qu'elle soit apaisée - serait aussi suicidaire que lorsque les démocraties européennes ont fermé les yeux, dans les années 1930, sur l'expansionnisme d'Hitler

### **Exemples, positifs et négatifs**

Le succès français, dû à l'application d'une approche de résistance unie et de mobilisation, montre à quel point le rôle des syndicats est essentiel pour renforcer la confiance et le moral de la classe ouvrière organisée et pour créer un pôle d'attraction pour des millions de travailleurs moins organisés, voire totalement inorganisés.

En revanche, une vision étroite et pessimiste au sein des directions syndicales peut signifier que l'on évite les batailles de peur de les perdre. C'est ce qui s'est passé lors de la 113e session de la Conférence internationale du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont [il est question dans le numéro 10 de cette lettre d'information](#). Les dirigeants de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont hésité à s'opposer au poutinisme, pensant que de nombreux syndicats et pays du soi-disant Sud mondial voteraient en faveur du maintien du "syndicat" complaisant du Kremlin, la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), au sein du Conseil d'administration de l'OIT. Ils ont fait pression sur les syndicats ukrainiens pour qu'ils ne contestent pas ce qui était considéré comme la "place de la FNPR".

Mais il s'est avéré que cet appareil et son homologue chinois (la Fédération des syndicats de Chine), qui soutiennent tous deux ouvertement des régimes antidémocratiques, dictatoriaux et hostiles aux travailleurs, ont obtenu les pires votes de leur histoire, le représentant de la FNPR n'étant élu qu'à une voix près. Le représentant de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) aurait pu être élu au conseil d'administration de l'OIT en tant que délégué à part entière si on ne lui avait pas conseillé de ne pas se présenter.

### **Faire le bilan des victoires et des défaites**

Notre mouvement doit faire le point sur le prix que nous payons pour cette neutralité et cette tiédeur, pour avoir laissé passer d'importantes opportunités, pour avoir évité la lutte frontale contre ceux qui font partie intégrante des régimes autoritaires.

Le rôle joué aujourd'hui par les syndicats français et les résultats positifs obtenus montrent qu'il faut une sorte de "tournant français" adapté, bien sûr, aux particularités de chaque pays. Nos institutions syndicales internationales doivent prendre ce virage.

Les besoins des travailleurs sont plus pressants que jamais. Les salaires perdent chaque jour de leur valeur face à l'inflation. Les prix des denrées alimentaires augmentent et le coût du logement monte en flèche. L'éducation, la santé et les services sont de plus en plus dégradés, en sous-effectif ou sous-payés. Derrière tout cela, le grand capital, en particulier le secteur financier, s'en met plein les poches comme jamais auparavant, tandis que l'environnement continue de se dégrader parce que la transition écologique juste dont toute l'humanité a besoin est bloquée. La perspective globale est celle de la peur, du chaos et de l'instabilité.

En Ukraine, cette sombre perspective est aggravée par la guerre et par des atrocités telles que le tir de missile du 8 juillet sur l'hôpital pour enfants de Kyiv. Les syndicats ukrainiens luttent pour résister aux attaques contre le niveau de vie et les conditions de travail, en partie à cause de la guerre, mais surtout à cause de la détermination du gouvernement à mettre en œuvre des

“réformes” radicales axées sur le marché. Les dettes salariales s'accumulent, les heures travaillées augmentent et les conditions de travail abusives se multiplient.

Lors de la manifestation organisée le 10 juin par la Fondation Frederick Ebert en marge de la conférence sur le redressement de l'Ukraine qui s'est tenue les 11 et 12 juin à Berlin, Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, a dénoncé devant le ministre ukrainien de l'économie la violation par son gouvernement de 22 conventions internationales du travail dans 50 textes législatifs ukrainiens récents ([voir le moment 1:31:30 de cette vidéo de la manifestation](#)).

Plus les droits démocratiques et le bien-être social de l'Ukraine sont menacés, plus la conviction et l'engagement nécessaires pour défendre le pays sont grands. C'est le message des syndicats ukrainiens dans tous les forums économiques et sociaux, et c'est *un message que nous devons soutenir*. Nous devons renforcer la vigilance, le pouvoir des syndicats. C'est la meilleure garantie de la résilience de la société face à l'envahisseur. Plus la classe ouvrière ukrainienne sera forte et organisée, moins les troupes d'occupation russes et leur “syndicat” pourront s'en tirer. Aider à renforcer le rôle et le pouvoir des syndicats en Ukraine est une tâche vitale pour le syndicalisme de classe partout dans le monde.

Le syndicalisme doit également être soutenu et renforcé dans les pays voisins de l'Ukraine, en particulier en Russie et au Belarus. Contribuer au démantèlement des régimes autoritaires de Poutine et de Loukachenko ne se fait pas seulement de l'extérieur - par exemple en maintenant la pression sur nos gouvernements pour qu'ils fournissent à l'Ukraine l'armement dont elle a besoin - mais aussi en soutenant et en encourageant ceux qui s'opposent à ces régimes de l'intérieur. Elle se fait aussi en soutenant et en encourageant ceux qui s'opposent à ces régimes de l'intérieur, en aidant et en faisant connaître leurs véritables syndicats, souvent clandestins, qui organisent la résistance dans les entreprises, les villes et les services.

Cette *lettre d'information* vise à donner un espace croissant aux expressions de la lutte syndicale dans ces pays, même si elles n'en sont qu'à leurs débuts. C'est à partir de ces petites graines que pourront émerger et se développer les futurs liens de solidarité entre les travailleurs de tous les pays.

**NOTE : Le taux de change de la hryvnia ukrainienne (UAH) par rapport à l'euro utilisé dans ce numéro de la *lettre d'information* est celui en vigueur le 12 juillet 2024.**

**Médias sociaux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine**

Site web : [www.ukraine-solidarity.eu](http://www.ukraine-solidarity.eu)

Facebook : <https://www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity/>



## **Attaque au missile contre un hôpital pour enfants à Kyiv**

**Confédération des syndicats libres d'Ukraine : La Russie lance délibérément des missiles sur des enfants, des patients et des travailleurs**



*Source : Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)*

(8 juillet 2024) La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), organisation membre de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de la Confédération européenne des syndicats (CES), appelle la communauté internationale, la CSI, la CES et leurs organisations membres, ainsi que les gouvernements des États démocratiques, à renforcer leur soutien à l'Ukraine. Cet appel intervient alors que la Russie poursuit ses attaques terroristes et sa guerre génocidaire en Ukraine.

Aujourd'hui, 8 juillet 2024, les troupes russes ont lancé des attaques combinées massives tout au long de la nuit, du matin et du jour sur plusieurs villes d'Ukraine, notamment Kyiv, Dnipro, Kryvyi Rih, Slov'yansk, Kramatorsk et Pokrovsk. Au cours de ces attaques, la Russie a tiré 40 missiles de différents types, dans le but de tuer autant de civils que possible et d'intimider le peuple ukrainien qui se bat pour la liberté et la démocratie.

Les forces russes ont ciblé l'attaque lundi matin, alors que les travailleurs se rendaient sur leur lieu de travail, qu'ils participaient à des réunions de travail et que les patients se rendaient dans des établissements médicaux ou recevaient un traitement.

À Kyiv seulement, l'attentat du 8 juillet a fait 17 morts et au moins 41 blessés.

Aujourd'hui, lors d'une attaque combinée de roquettes russes à Kyiv, le plus ancien et le principal hôpital pour enfants de la ville, Okhmatdyt, où sont soignés des enfants gravement malades venant de toute l'Ukraine, a été attaqué. L'attaque sur l'hôpital a fait des victimes et il est possible que des enfants, des parents et du personnel médical soient encore piégés sous les décombres, qui sont actuellement en train d'être déblayés. Cet hôpital a été visité par la mission de la CSI le 16 mai 2024, lorsque les dirigeants

syndicaux mondiaux ont eu l'occasion de rencontrer la direction de l'hôpital, les membres des syndicats et les parents des enfants blessés lors des attaques russes.

Le même jour, un autre établissement médical situé dans le district de Dnipro, à Kyiv, a été endommagé par un tir de missile à midi. Quatre personnes ont été tuées. Le déblaiement des débris et les opérations de recherche sont toujours en cours.



Le 8 juillet, la Russie a également lancé une attaque massive de missiles sur Kryvyi Rih et le Dniepr. Un missile russe a notamment touché le bâtiment administratif de l'usine d'extraction et de traitement du Nord à Kryvyi Rih. À 12h30, on dénombrait 10 morts et plus de 30 blessés.

Le 8 juillet, trois autres civils ont été tués à la suite d'une attaque à la roquette des troupes russes sur la ville de Pokrovsk, dans la région de Donetsk. Le bureau de l'organisation locale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine dans la ville de Myrnograd et le district de Pokrovsk a été endommagé.

Aujourd'hui, suite à l'attaque de missiles sur l'Ukraine, outre les lieux de travail et les hôpitaux, des bâtiments résidentiels et des infrastructures de transport ont été endommagés.

Nous insistons sur le fait que les forces russes mènent chaque jour des attaques de drones et de missiles contre les villes ukrainiennes.

La Russie continue de prendre délibérément pour cible les installations énergétiques afin de priver les civils ukrainiens d'électricité, de communications et de services médicaux, et d'arrêter l'économie de l'Ukraine. Actuellement, en Ukraine, toutes les centrales thermiques ont déjà été détruites et les centrales hydroélectriques ont été endommagées par les forces russes. En conséquence, l'Ukraine subit des coupures de courant permanentes.

Aujourd'hui, la Russie a une fois de plus violé avec cynisme le droit humanitaire international, confirmant ainsi son objectif de détruire l'Ukraine et son peuple courageux.

Aujourd'hui, les travailleurs ukrainiens, les syndicalistes et l'ensemble de la population de l'Ukraine résistent à l'agresseur russe et luttent pour la libération des territoires occupés, où règne la terreur et où les droits de l'homme ne sont pas garantis. Aujourd'hui, nous lançons un appel à la communauté démocratique internationale :

- Continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine ;
- Soutenir la fourniture d'une aide militaire à l'Ukraine afin de protéger la population, les infrastructures énergétiques, les lieux de travail et le pays ;
- Renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe et ceux qui le soutiennent et le financent, car cela peut limiter considérablement les ressources financières et l'exportation des technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ;
- Garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés et de les affecter à l'aide à l'Ukraine ;
- Isoler et écarter des organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens, et qui tentent de saper l'unité du mouvement syndical démocratique international.

---

## **Les organes dirigeants des syndicats des services publics condamnent l'abominable frappe russe contre l'hôpital pour enfants et appellent à la solidarité syndicale**

*Source : Internationale des Services Publics (ISP)*

(9 juillet 2024) En violation flagrante des lois de la guerre, la Russie a une nouvelle fois pris pour cible des infrastructures civiles et tué 38 personnes, dont quatre enfants, lors d'une attaque contre le plus grand centre de soins pour enfants d'Ukraine.

À l'heure actuelle, on dénombre 38 morts, dont quatre enfants, dans l'attaque du plus grand centre de soins pour enfants d'Ukraine.

Le secrétaire général de l'ISP, Daniel Bertossa, a déclaré :

“Cibler un hôpital pour enfants et des travailleurs du service public est un acte criminel qui doit être condamné avec la plus grande fermeté. Le bombardement de civils, de services publics et d'infrastructures vitales n'est jamais acceptable, que ce soit en Ukraine, à Gaza ou ailleurs.

Nos collègues du Syndicat médical de Kyiv, qui fait partie du Syndicat des travailleurs de la santé d'Ukraine, affilié à l'ISP, ont décrit comment, depuis le début de l'invasion à grande échelle, le personnel de l'hôpital national spécialisé pour enfants Okhmatdyt est venu au secours de tous les Ukrainiens, en déclarant : “À la suite de cette attaque de missiles, malheureusement, nos collègues, syndicalistes, travailleurs hospitaliers et petits enfants sont morts : “Cette attaque de missiles a malheureusement causé la mort de nos collègues, de syndicalistes, d'employés de l'hôpital et de jeunes enfants ; les bâtiments médicaux, les équipements, les lieux de travail, etc. ont été détruits. Aujourd'hui, les membres de la communauté et le personnel de l'Okhmatdyt ont besoin d'aide, à la fois sur le plan individuel et sur le plan général, pour se rétablir. Nous demandons à tous ceux qui se sentent concernés de contribuer à l'apport d'une aide financière, si possible”.



Les attaques contre les civils et les infrastructures non militaires sont illégales au regard du droit



international des droits de l'homme. Tous les gouvernements et acteurs ont l'obligation, en vertu des conventions de Genève, de protéger les civils, en particulier ceux qui fournissent des services vitaux dans les zones de conflit. Rendre le droit des droits de l'homme facultatif ou dépendant du contexte envoie un message dangereux, met en danger les travailleurs des services publics et porte atteinte aux droits de chacun d'entre nous.

***Pour nous, la solidarité est aussi importante qu'une tasse de thé chaud pour quelqu'un qui a froid, qu'un rayon de soleil pour ceux qui se cachent dans une cave" (Yuri Pizhuk, State***

Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de l'Union Syndicale

Européenne (FSESP), a déclaré : “La FSESP condamne l'attaque russe contre les hôpitaux et autres infrastructures de service public en Ukraine. Cibler les hôpitaux est un crime de guerre selon la Convention de Genève. De nombreuses personnes ont perdu la vie et plusieurs travailleurs de la santé membres de la FSESP ont été blessés. La FSESP est aux côtés des travailleurs ukrainiens depuis le premier jour de l'invasion et continuera à soutenir ses affiliés dans la fourniture de services vitaux pour la société.”

De nombreux travailleurs de la santé ont déjà été tués lors de ces attaques. En tant que fédération syndicale internationale représentant les travailleurs du secteur de la santé, l'ISP prend contact avec ses camarades ukrainiens afin de déterminer comment nous pouvons redoubler de solidarité syndicale mondiale pour soutenir leur travail vital de sauvetage dans ces circonstances horribles.

Les membres de l'ISP en Ukraine continuent de sauver des vies malgré des circonstances horribles et ont même contribué à empêcher une fusion nucléaire. Lorsque la centrale nucléaire de Zaporizhzhia a été bombardée, les membres de l'organisation affiliée à l'ISP, Atomprfspilka, ont éteint les flammes. Comme le souligne Lesia Seminiaka, responsable internationale d'Atomprfspilka, “toute explosion, tout incendie, toute frappe pourrait provoquer une grande tragédie, une nouvelle catastrophe écologique”.

La déplorable tactique russe du “double bombardement” représente une attaque claire contre nos camarades des services d'urgence ukrainiens qui cherchent à secourir les blessés et sont donc la cible de frappes.

Lors d'un [appel organisé par l'ISP](#) avec des syndicalistes ukrainiens, Yuri Pizhuk, du Syndicat des employés de l'Etat, nous a dit : “Cette guerre n'est pas seulement une question de territoire. Il s'agit du droit à une vie libre, à un travail décent, à la démocratie et à la liberté de choix... On peut faire exploser une école ou une maternité ou brûler un bâtiment... mais cela ne nous brisera pas. Pour nous, la solidarité est aussi importante qu'une tasse de thé chaud pour quelqu'un qui a froid, qu'un rayon de soleil pour ceux qui se cachent dans une cave”.

L'ISP et la FSESP réitèrent leurs appels aux syndicats du monde entier pour qu'ils apportent leur soutien aux camarades ukrainiens par le biais de notre [fonds de solidarité commun](#).

***Les syndicats souhaitant organiser un appel de solidarité avec les membres affiliés à l'Ukraine afin de partager des histoires avec les membres et des idées pour d'autres actions de solidarité sont priés de contacter [leo.hyde@world-psi.org](mailto:leo.hyde@world-psi.org) et [ckaya@epsu.org](mailto:ckaya@epsu.org).***



## Ukraine : La CSI condamne l'attaque russe contre un hôpital pour enfants

Source : CSI

(8 juillet 2024) La CSI condamne fermement la frappe de missiles russes sur l'hôpital pour enfants Okhmatdyt à Kyiv. Les attaques menées en Ukraine ont fait au moins 27 morts et des dizaines de blessés, ciblant des infrastructures civiles et des bâtiments résidentiels.



Luc Triangle, secrétaire général de la CSI, a déclaré : “Cibler un hôpital pour enfants de la sorte est monstrueux. C'est un acte odieux qui viole toutes les normes de l'humanité et du droit international.

“J'ai visité l'hôpital Okhmatdyt en mai. J'ai vu le coût de cette guerre sur la vie des enfants qui s'y trouvent, ainsi que le travail et l'engagement incroyables du personnel médical. Il est effrayant de penser à ce qu'ils vivent après ce dernier bombardement.

“Des attaques de ce type contre des infrastructures civiles et des services publics ne sont jamais justifiées, que ce soit en Ukraine ou ailleurs. Ce type de brutalité contre des enfants et des civils innocents ne doit pas rester impuni. La communauté internationale doit tenir la Russie pour responsable de ces crimes de guerre”.

Luc Triangle s'est entretenu aujourd'hui avec les présidents des organisations ukrainiennes affiliées à la CSI, le FPU et le KVPU, et a exprimé la solidarité du mouvement syndical mondial avec le peuple ukrainien et a condamné une nouvelle fois l'invasion injustifiable, brutale et illégale de la Russie”.

---

**[Voir aussi : Déclaration commune de la direction de la Verkhovna Rada d'Ukraine et des factions et groupes parlementaires du parlement ukrainien concernant l'attaque terroriste de la Fédération de Russie contre l'Ukraine](#)**

---

## **Lutte des travailleurs en Ukraine - mineurs de charbon**

---

### **Premiers arrêts de travail dans les mines de Lviv**

Source : KVPVU

**(NOTE : Deux mineurs de Lviv sont morts dans un effondrement avant la rédaction de cet article).**

(9 juillet 2024) Le jeudi 4 juillet, une réunion s'est tenue sous l'autorité du premier chef adjoint de l'administration militaire régionale de Lviv, Andriy Godyk, à l'entreprise d'État Lvivvugillia, où les mineurs n'ont pas reçu l'intégralité de leurs salaires depuis cinq mois et doivent 470 millions UAH [10,472 millions d'euros, au 12 juillet 2024, comme toutes les conversions suivantes].

Bohdan Keivan, directeur du département de l'efficacité énergétique de Lviv, les dirigeants de l'entreprise charbonnière d'État de Lviv et de ses mines subordonnées, ainsi que les représentants des principales organisations syndicales des unités de production, en particulier les dirigeants des principaux syndicats de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine, qui font partie de l'association régionale du NPSU, Chervonograda, ont participé à la réunion.

L'arrivée de hauts fonctionnaires de l'administration militaire régionale dans l'entreprise a été motivée par une situation tendue au sein de la main-d'œuvre. Le lundi 1er juillet, des réunions ont été organisées dans toutes les mines, au cours desquelles les mineurs ont décidé de continuer à travailler ou d'arrêter l'extraction du charbon et d'exiger le paiement de ce qu'ils gagnaient. La décision n'étant pas unanime, certaines mines s'arrêtent temporairement, tandis que d'autres continuent à fonctionner. Mais tout le monde était d'accord pour dire que cette semaine, il valait la peine de se rendre à Lviv pour protester auprès de l'administration militaire régionale.

Ayant appris qu'une réunion au niveau du cabinet des ministres était prévue le mercredi 3 juillet à Kyiv pour discuter des problèmes de l'industrie minière nationale, les mineurs de la région de Lviv ont décidé de reporter l'action prévue et d'attendre des nouvelles de la capitale.

Les mineurs de la région de Lviv ont décidé d'y croire et d'attendre à nouveau, mais pas pour longtemps...



---

### **Le syndicat ukrainien des travailleurs du charbon insiste sur la nécessité urgente d'examiner la question du paiement des salaires aux mineurs !**

Source : Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)

(9 juillet 2024) Concernant les entreprises qui pratiquent le non-paiement des salaires des mineurs, le président du syndicat ukrainien des travailleurs de l'industrie du charbon (FPU), Andrii Zimin, a adressé un appel au Premier ministre ukrainien Denys Shmyhal, au premier vice-Premier ministre ukrainien, au ministre de l'Économie ukrainien Yulia Svyridenko et au secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien Oleksandr Litvinenko.

Les recours soulignent qu'à ce jour, la dette salariale pour 2024 s'élève à elle seule à plus de 740 millions UAH [16,487 millions d'euros].

Les arriérés de salaires les plus importants sont dus à l'absence de lignes directrices à long terme pour l'expédition des produits houillers des entreprises publiques et à leur accumulation dans des stocks d'entrepôts, qui se sont formés depuis février dans les entreprises, en particulier l'entreprise d'État (SE) Lvivvugilya - plus de 420 millions UAH [9,358 millions d'euros] - et SE Dobropillyavugilya - plus de 160 millions UAH [3,565 millions d'euros].

En général, toutes les entreprises charbonnières d'État ont une dette de plus de 2,1 milliards d'UAH [46,788 millions d'euros]. Elle est de nature systémique et nécessite un examen immédiat au niveau gouvernemental.

Bien que le ministère de l'énergie prenne des mesures globales pour résoudre les problèmes énergétiques, la situation concernant la vente de produits houillers reste extrêmement tendue et non résolue.

La tension dans les collectifs de travailleurs a atteint un seuil critique.

Afin d'éviter une déstabilisation de la situation dans les collectifs miniers, des grèves incontrôlées, etc., pendant la période stable de l'automne et de l'hiver, le Syndicat demande au gouvernement d'examiner d'urgence les questions suivantes :

1. Paiements aux mineurs pour les produits houillers expédiés et facturés par des entreprises d'État à des entreprises d'État.
2. Achat et placement dans les entrepôts de production thermique de produits à base de charbon, qui se trouvent dans les entrepôts d'urgence des entreprises, en vue du remboursement urgent des arriérés de salaires, du paiement des salaires courants et de la transition stable vers la période automne-hiver 2024-2025.
3. Prendre des mesures pour s'assurer que le gouvernement examine le projet de loi ukrainien "sur la modification de certaines lois ukrainiennes concernant le remboursement de la dette par les entreprises publiques d'extraction du charbon au moyen d'une contribution unique à l'assurance sociale obligatoire de l'État et de sanctions financières (pénalités et amendes)", élaboré par le ministère de l'énergie.

Le syndicat espère résoudre le problème soulevé.

---

## **Les mineurs ont besoin d'arriérés de salaires, pas de promesses**

*Source : KVPU*

(28 juin 2024) Les mineurs de la région de Lviv et leurs organisations syndicales, en particulier l'Association régionale de Chervonograd du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, ont interpellé à plusieurs reprises les représentants de tous les niveaux du gouvernement ukrainien au sujet de la situation à la mine d'État de LvivCoal, en raison du fait que l'entreprise d'État [Ukrvugilya](#) n'a pas été payée pour le charbon expédié de février à avril pour un montant de 426 millions UAH [9,491 millions d'euros].

Cette situation a entraîné le non-paiement des salaires des travailleurs pour la période février-mai et a donc créé des tensions sociales non seulement dans les collectifs de travail des mineurs, mais aussi dans plus de 6 000 familles de mineurs, qui sont au bord de la survie.

Afin d'être payés, les mineurs sont prêts à prendre des mesures radicales - arrêter l'extraction du charbon à partir du 1er juillet, leurs femmes participant à des actions de protestation spontanées.

Un appel syndical note que l'équipe de LvivCoal remplit et dépasse constamment les tâches prévues pour l'extraction du charbon. L'entreprise a expédié des produits d'une valeur de plus de 400 millions d'UAH à l'Ukrvugilya, mais n'a pas reçu les fonds nécessaires. En conséquence, les mineurs et leurs familles se

retrouvent sans moyens de subsistance, puisqu'ils n'ont pas reçu leurs salaires depuis février de cette année.

Les mineurs avertissent également que la situation est critique et pourrait entraîner des conséquences massives, spontanées et incontrôlables.

---

## Les mineurs de la région de Lviv réclament leurs arriérés de salaire

Source : KVPVU

(18 juin 2024) L'organisation régionale de Chervonograd du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine [NGPU, affilié au KVPVU] et l'organisation territoriale des travailleurs de l'industrie du charbon d'Ukraine (PRUD, affilié au FPU) ont envoyé une lettre commune aux représentants des autorités pour exiger le paiement des fonds gagnés par les mineurs de la Compagnie nationale du charbon de Lviv (LvivCoal).

Les syndicats soulignent que dans le contexte de l'agression armée à grande échelle de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, alors que l'ennemi ne cesse de bombarder les installations énergétiques et de détruire les entreprises d'extraction de charbon dans l'est de l'Ukraine, la mine de LvivCoal (photo) a fonctionné régulièrement et a fourni du charbon.

Cependant, l'entreprise publique [Ukrvugilya](#) n'a pas payé LvivCoal pour le charbon expédié en février-avril de cette année et lui doit 426 millions UAH [9,491 millions €]. Cette situation a entraîné le non-paiement des salaires des employés pour la période février-mai 2024 pour un montant de 470 millions UAH [10,471 millions d'euros].

”Les salaires impayés non seulement aggravent les difficultés financières des familles des mineurs, mais affectent aussi négativement l'état moral et psychologique des employés et augmentent les tensions sociales dans les équipes de production et dans la région, et privent également de la possibilité d'aider plus de 800 employés de la société qui sont dans les forces armées ukrainiennes et de leur fournir tout ce qui est nécessaire (munitions, drones, voitures, etc.)”, peut-on lire dans la lettre.



Les syndicats miniers demandent de l'aide pour résoudre la question du remboursement le plus rapide possible de la dette due par l'entreprise d'État Ukrvugilya à l'entreprise d'État LvivCoal pour les produits expédiés, afin d'éviter une fermeture complète des mines de l'entreprise et de laisser près de 6 000 familles de mineurs sans moyens de subsistance.

Afin d'éviter des manifestations spontanées, les mineurs ont fixé au 25 juin la date limite à laquelle des mesures seront prises pour régler avec la compagnie le charbon qu'elle transporte et pour payer les salaires dus aux employés de LvivCoal.



---

## **Autres luttes des travailleurs en Ukraine**

---

### **Non au dumping salarial sur le marché du travail ukrainien ! Les travailleurs d'autres pays doivent être payés de la même manière que les Ukrainiens.**

Source : Vasyl Andreyev (photo), président du syndicat de la construction FPU

(9 juillet 2024) Selon Andreyev, ce problème a pris une nouvelle couleur parce que des informations ont commencé à émerger sur l'implication des travailleurs des pays asiatiques dans notre marché du travail.

Oui, les travailleurs migrants arrivent, ils peuvent travailler sur notre marché, surtout dans la situation actuelle où il y a une pénurie de travailleurs dans le secteur de la construction. Mais les syndicats du monde entier disent que nous ne devrions pas diviser les gens en fonction de leur pays d'origine.

Mais il y a un grand “mais” : ils devraient être payés de la même manière que les travailleurs ukrainiens pour un travail égal. Les salaires ont augmenté au cours de l'année écoulée dans le secteur ukrainien de la construction et dans d'autres secteurs de l'économie. Dans le même temps, les travailleurs du Bangladesh, par exemple, qui travaillent maintenant dans le secteur de la construction, reçoivent un salaire de 450 dollars américains à taux plein, et les plus qualifiés, 650 dollars américains. Cela sape l'idée même de restaurer l'économie ukrainienne”, a souligné Vasyl Andreyev.

La condition doit être que les salaires des travailleurs de ces pays soient équivalents à ceux des travailleurs ukrainiens.

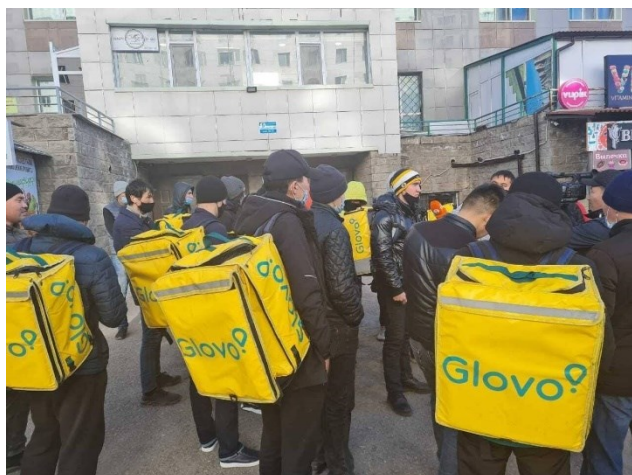
“Les syndicats exerceront un contrôle public sur cette question et informeront leurs membres, ainsi que la société dans son ensemble, de la manière dont les travailleurs migrants participent à la restauration de l'Ukraine”, a ajouté Vasyl Andreyev.



---

### **La direction de Glovo humilie (à nouveau) ses coursiers**

Source : Collectif des coursiers de Glovo



(9 juillet 2024) Les grenouilles et les vipères du bureau Glovo ont décidé qu'ils n'en avaient pas fait assez pour humilier les coursiers, et ont donc décidé de les humilier à nouveau. L'application Glovo a introduit une loterie intitulée “Devinez dans quel trou du cul nous allons vous jeter,” ce qui signifie que le coursier ne pourra voir l'adresse du client qu'après avoir reçu la commande.

Nous aimerions espérer que cette connerie est une conséquence à court terme d'un dérangement mental temporaire de la part de la direction de l'entreprise,

mais notre réserve de naïveté s'est épuisée depuis longtemps. Il est probable que cette innovation idiote restera à jamais dans nos mémoires...

[NOTE : Le collectif des travailleurs de Glovo a mené plusieurs luttes, y compris des grèves, dans le passé, tout comme les luttes du collectif Bolt rapportées dans les numéros précédents de cette *Lettre d'information*].

---

## ‘Nous demandons à pouvoir travailler comme avant’

Source : Patrick Le Tréhondat



(29 juin 2024) Le personnel de la station d'ambulance de la ville de Krementchouk demande le soutien des habitants de la ville et de toute la région de Poltava. La direction envisage de réorganiser les équipes de terrain : au lieu de deux médecins, un seul devrait être de garde. L'équipe s'y oppose catégoriquement : selon elle,

cela affectera en premier lieu la qualité des soins médicaux prodigués.

Le samedi 29 juin, la quasi-totalité de l'équipe de terrain du poste de secours de Krementchouk (photo) s'est réunie pour s'adresser à la communauté de Krementchouk et à l'ensemble de la région de Poltava.

Au nom de toute l'équipe, Oksana Svyrenko, auxiliaire médicale au centre médical d'urgence de Poltava et responsable de la nouvelle organisation syndicale “Travailleurs libres de la santé d’Ukraine”, s'est adressée au public :

“Notre équipe s'est réunie pour appeler les citoyens de la région de Poltava à nous aider. Car notre direction, la direction du centre régional, en violation de toutes les exigences légales, planifie le départ des 'brigades d'ambulances composées d'un seul personnel médical'. Et cela viole la résolution gouvernementale numéro 1114 du 21 novembre 2012. [...]

“Les départs de personnel sont devenus plus fréquents. Cela s'explique par les bas salaires et les conditions de travail difficiles. Par conséquent, les gens sont simplement obligés de chercher un autre emploi à temps partiel ou de démissionner et de chercher un autre emploi. En outre, de nombreux médecins rejoignent aujourd'hui les rangs des forces armées ukrainiennes.”

Les travailleurs demandent à la direction régionale et locale de les écouter et de leur permettre de travailler comme avant.

La station a également été touchée par une réduction du personnel ou, comme on l'appelle maintenant, par une “optimisation du personnel”.

Rien qu'au cours des deux derniers mois, mai et juin, sept employés ont été licenciés. L'année dernière, une vingtaine de travailleurs ont été licenciés, dont du personnel médical et administratif et des aides-soignants.

Un ambulancier reçoit actuellement environ 10 800 hryvnias [240,62 €] par mois.

Les médecins sont un peu mieux lotis, puisqu'ils reçoivent environ 16 000 [356,48 €] par mois.

Les agents de santé de Krementchouk affirment qu'ils ne laisseront pas les choses en l'état. Ils ne resteront pas non plus silencieux.

## Une infirmière de Zaporizhzhia crie son désespoir



Source : Sois comme Nina

(22 juin 2024) Bonjour ! Le personnel de la maternité 9 de la mairie de Zaporizhzhia s'adresse à vous. Depuis février 2024 jusqu'à ce jour, nous n'avons pas reçu nos salaires. Nous avons fait appel à plusieurs reprises aux autorités de la ville. Au cours des deux dernières semaines, on nous a promis le paiement de tous les arriérés.

À l'heure actuelle, le montant dû apparaît sur les comptes de la maternité du département du Trésor de l'État ukrainien dans le district de Khortytsia de la ville de Zaporizhzhia. Cependant, aucun paiement n'est effectué. Les employés de ce service invoquent l'absence d'autorisation de Kyiv. Les travailleuses de la maternité sont en mode survie.

## Chostka : l'hôpital pour enfants en danger

Source : Sois comme Nina

(20 juin 2024) Dans la ville de Chostka, dans la région de Sumy, le personnel médical d'un hôpital pour enfants est confronté à des arriérés de salaires. Pour résoudre ce problème, les autorités locales veulent réduire le nombre d'infirmières, mais prévoient en même temps de poursuivre la coûteuse rénovation de l'établissement. Olga Turochka, médecin-chirurgien (photo), présidente d'un syndicat indépendant et militante de Sois comme Nina, s'est élevée contre cette proposition lors de la réunion du conseil municipal de Chostka.

”Pour qui effectuons-nous les réparations qui ont coûté 47 millions d'UAH [1,069 million d'euros] ? Pourquoi ne sommes-nous pas payés ? Et maintenant, il y a quinze jours, un ordre de licenciement a été émis. Il y a déjà une pénurie de personnel de santé. Cela ne résoudra pas le problème. Si nous supprimons 10 personnes, comme le prévoit l'ordre, nous économiserons 80 000 à 100 000 UAH. Chers parents, si cette réduction se concrétise, nous n'aurons au mieux qu'un seul service. Il n'y aura plus d'hôpital”, a souligné la médecin.



Le maire Mykola Noga a commencé à lui parler et lui a dit que ce ne sont pas les médecins qui seront licenciés, mais les infirmières. Et selon lui, la rénovation coûteuse de l'hôpital devrait être poursuivie, car elle permettra d'économiser sur les coûts de chauffage. Cette approche, dans laquelle le gouvernement juge bon d'investir de l'argent dans les infrastructures et ignore le personnel soignant, a été décrite par des chercheurs sur le travail des femmes. Malheureusement, ce n'est pas seulement typique de l'Ukraine. De son côté, Sois comme Nina insiste sur le fait qu'il est impossible de fournir des soins médicaux sans un nombre suffisant d'infirmières et de personnel médical. Dans le cas de Chostka, cette question est particulièrement douloureuse puisqu'il s'agit d'un hôpital pour enfants.



---

## Luttes communautaires en Ukraine

---

### À Zhytomyr, en soutien aux prisonniers de guerre ukrainiens et aux personnes disparues

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(7 juillet 2024) Dans l'après-midi du 6 juillet, environ 200 personnes venues de plusieurs régions se sont rassemblées sur la place Korolev et se sont rendues dans le centre de Zhytomyr avec des pancartes pour rappeler une fois de plus la situation des soldats faits prisonniers ou disparus pendant les hostilités.



“Nous ne sommes pas attachés à une brigade en particulier. Nous avons des parents de soldats de la garnison de Marioupol, de la 95e brigade et d'autres brigades. Cette action est dédiée non seulement aux prisonniers de guerre, mais aussi aux disparus”, a déclaré la co-organisatrice de l'action, Tetyana Hoidyk. “Nous voulons rappeler aux gens que nous ne pouvons pas et n'avons pas le droit de vivre en paix ici, alors que nos soldats sont détenus dans des camps de torture russes, nous ne les avons pas oubliés et nous ne les oublierons jamais.”

Les participants portaient des bérets de soldats pour montrer que même si les soldats ne sont pas physiquement présents en ce moment, ils sont toujours là et on se souvient d'eux. Les enfants tenaient des colombes dans leurs mains en signe de la lutte des Ukrainiens pour la vie dans une Ukraine pacifique et indépendante.

Tetyana est elle-même originaire de la région de Zhytomyr et vit aujourd'hui à Irpin. Son frère Oleg Gurko, qui a combattu dans la 95e brigade, a disparu le 15 janvier 2023 lors d'un des assauts près de Kreminnaya, dans la région de Luhansk. À ce jour, il n'y a aucune information à son sujet.



### Conflit au Centre pour handicapés de Kyiv

Source : Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)  
Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)

(2 juillet 2023) Un conflit éclate au Comprehensive Rehabilitation Centre for the Disabled (photo) dans le district de Darnytskyi à Kyiv, en raison de la rétention injustifiée de primes supplémentaires et de l'humiliation des employés par la directrice du centre, Lyudmila

Matveykina. Demain, il se passera quelque chose pour arrêter la vague de pression économique et psychologique.



Depuis 2023, ceux qui élèvent la voix pour se défendre sont licenciés, soumis à des enquêtes internes grotesques et insultés devant leurs collègues et leurs proches. Le chef du département de réhabilitation psychologique et éducative, Iryna Gangalyuk, s'est opposé au système et a obtenu une enquête interne sur le harcèlement du directeur ! Demain, une réunion de la commission compétente se tiendra à l'administration du district de Darnytsia (salle 209).

Iryna, qui a 40 ans d'expérience dans l'enseignement et qui a rééduqué des enfants handicapés ces dernières années, a courageusement dénoncé les conditions de travail insupportables. Son courage et son professionnalisme méritent notre soutien.

Soutenez Mme Gangalyuk et veillez à ce que le personnel du centre soit traité humainement !

Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à se rendre à l'administration du district de Darnytsia (11 Oleksandr Koshytsia St., Kyiv) le 3 juillet à 8h45 pour faciliter une enquête équitable sur les brimades commises par le directeur tyrannique !

---

## Kyiv : contre la construction du cimetière militaire national

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(3 juillet 2024) Le 2 juillet au matin, dans le centre de Kyiv, près de l'Institut de la mémoire nationale, une manifestation a eu lieu contre la construction du cimetière militaire national. Les participants ont déclaré que les autorités ne communiquaient pas avec eux pour trouver une solution commune.

Les manifestants ont déclaré qu'ils vivaient dans le village de Markhalivka, près de Kyiv, où la construction du cimetière a commencé.

Ils ont brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire “N'enterrez pas les héros dans les marais”, “Pas de tombes dans l'eau” et “STOP à l'écocide”.

“Nous tournons en rond, nous ne sommes pas entendus, nous ne voyons aucun changement. C'est pourquoi nous sommes venus nous battre pour nos droits constitutionnels”, a déclaré Nadiya Kovalenko, l'une des participantes les plus actives. Elle a ajouté que ce n'était pas la première fois que des manifestants se réunissaient ici.



# Lutte des femmes en Ukraine

## En Ukraine, les femmes remplacent les hommes au travail

Source : [https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/06/24/ukraine-s-women-replace-men-at-work\\_6675568\\_4.html](https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/06/24/ukraine-s-women-replace-men-at-work_6675568_4.html)

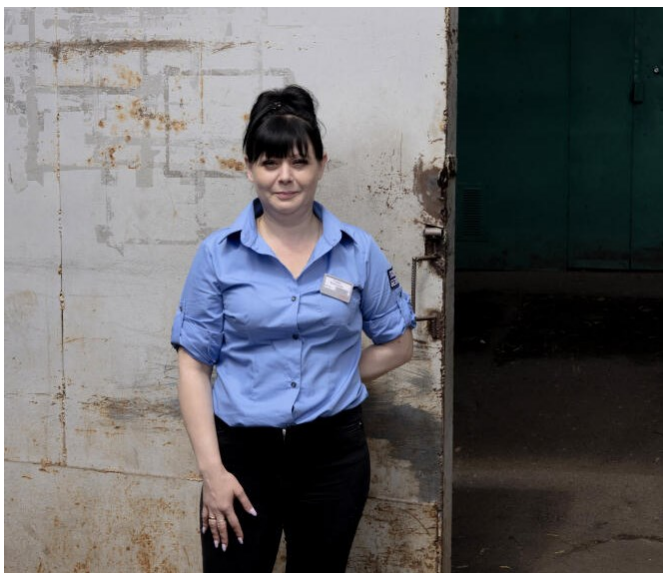
Par Thomas d'Istria Photos : Rafael Yaghobzadeh, pour *Le Monde*

(24 juin 2024) Pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, les Ukrainiennes ont commencé à travailler dans des domaines typiquement masculins, comme les aciéries, les supermarchés et les transports publics, pour tenter de compenser l'absence de leurs employés masculins sur la ligne de front.

Tetyana Vorotilova (photo ci-dessous) n'aurait jamais rêvé de devenir agent de sécurité. Pourtant, cette femme de 37 ans travaille depuis un peu plus de trois mois dans un magasin Silpo, une grande chaîne de supermarchés ukrainienne. Mère d'une fille de 17 ans, elle passe désormais ses journées à surveiller les clients et les marchandises entrantes. Elle est bien loin de son ancienne vie d'infirmière dans un hôpital de la ville de Kostiantynivka, dans la région de Donetsk, qu'elle a fuie au début de l'invasion russe en février 2022.



“Le métier d'agent de sécurité était auparavant occupé par des hommes”, reconnaît Nastya Liesnick, la jeune femme responsable des ressources humaines chez Silpo, qui était présente mardi 11 juin dans le magasin où travaille Vorotilova. Mme Vorotilova n'est pas un cas à part. La directrice du magasin, Anna Kraïka, dit avoir observé un changement radical dans la composition de ses équipes. Avant la guerre, “nous avons beaucoup d'employés masculins”, dit-elle. “Mais beaucoup sont partis depuis. L'ancien agent de sécurité est “probablement parti” pour éviter d'être enrôlé, ajoute-t-elle avec lassitude.



Entre les hommes appelés sous les drapeaux et ceux qui craignent de l'être un jour et de rester à leur poste, la chaîne de supermarchés souffre d'une pénurie de personnel qui l'oblige à diversifier ses recrutements. Kraïka embauche désormais des étudiants qui travaillent à temps partiel, des femmes aux parcours professionnels variés et, dans certains cas, des retraités. Certaines de ces nouvelles recrues occupent des postes historiquement occupés par des hommes.

### Transports publics concernés

Cette situation ne se limite pas au supermarché. Elle concerne tous les acteurs économiques ukrainiens, mis à rude épreuve depuis le début de l'invasion russe, dans les aciéries, les supermarchés, l'agriculture, les transports, etc.

En outre, plus les emplois sont qualifiés, plus il est difficile pour les entreprises de trouver des remplaçants. Les effets se font déjà sentir dans certains secteurs. Fin mai, la société de transport public de la capitale a finalement décidé d'annoncer un allongement des intervalles entre les rames de métro, en raison d'une "pénurie" de conducteurs de trains électriques et d'électromécaniciens. Il en va de même à Mykolaïv, une ville du sud du pays, où la circulation des bus et des tramways a été réduite en raison de la mobilisation de certains employés.



"Pouvoir garder et conserver son personnel est le problème numéro un de toutes les entreprises ukrainiennes", explique par téléphone Hakan Jyde, directeur général de la branche ukrainienne du constructeur suédois de camions Scania. Aux difficultés de mobilisation pour l'effort de guerre s'ajoute le départ de plusieurs millions d'hommes et de femmes - "les forces vives du pays", selon le gérant du magasin Silpo - qui ont fui le conflit en tant que réfugiés et sont aujourd'hui dispersés dans le monde entier. Selon une étude publiée par le ministère de l'économie ukrainien en 2023, il manquerait 4,5 millions de personnes pour reconstruire et faire tourner l'économie au cours des 10 prochaines années.

Les entreprises n'ont d'autre choix que de s'adapter et de recruter plus largement. Dans l'un des entrepôts du groupe Fozzy, l'un des principaux groupes commerciaux et industriels ukrainiens, la responsable des ressources humaines Anastasia Melnikova a recensé 205 anciens employés devenus soldats, sur un total de 820 salariés. Nombre d'entre eux ont été remplacés par des femmes, comme Janna Sedorenko, 32 ans, et Olga Yatsuk, 34 ans (photo de droite). Toutes deux ont quitté leurs emplois respectifs de vendeuses et de comptables dans des entreprises privées pour travailler dans l'entrepôt, où elles préparent des palettes de marchandises pour les magasins du pays. Elles ont été attirées par les conditions de travail, les horaires flexibles et les meilleurs salaires.

Recrutée quelques mois plus tôt, Anna Buryachovska (photo ci-dessous), 30 ans, occupe l'un des postes les plus exigeants physiquement dans l'entrepôt, puisqu'elle doit soulever des marchandises avec ses bras. "Ce sont des femmes comme celles-ci qui représentent l'avenir de notre pays", a déclaré Mme Melnikova



avec un mélange de fierté et d'amertume. "Aujourd'hui, si un homme quitte l'entreprise, il est presque certain qu'il sera remplacé par une femme", ajoute Yulia Stoyanova, une autre employée de l'entreprise.

### **Très chaotique**

Les entreprises qui répondent à certains critères économiques et qui sont considérées comme essentielles peuvent théoriquement demander à "réserver" jusqu'à 50 % de leurs employés. Mais dans la pratique, selon Liesnick, responsable des ressources humaines de Silpo, "il arrive que les personnes que l'on veut "réserver" soient de toute façon mobilisées". Ces dysfonctionnements dans les règles ont un impact sur le processus de recrutement. Les offres d'emploi de Liesnick, même pour des postes



éligibles à l'exemption de mobilisation, sont refusées parce que les hommes n'ont pas confiance dans le système.

La mobilisation est “très chaotique”, reconnaît M. Jyde, patron de Scania. Ces derniers mois, le processus législatif s'est accéléré, avec plusieurs lois signées par le président ukrainien Volodymyr Zelensky visant à accélérer et à élargir le processus. La limite d'âge pour s'engager a été abaissée de 27 à 25 ans, et les exigences physiques ont été réduites. Tous les hommes âgés de 18 à 60 ans, qui n'ont pas le droit de quitter le pays à quelques exceptions près, doivent également mettre à jour leurs documents militaires dans un centre de recrutement. Cependant, les autorités peinent à convaincre les civils.

”Les gens paniquent”, explique Jyde. “Ils ont peur d'aller travailler, ils ont peur de sortir dans la rue”, de peur d'être arrêtés par les agents recruteurs. “Dans ce contexte, poursuit le patron de Scania, il est extrêmement difficile pour nous, entreprise européenne transparente, de faire travailler qui que ce soit”, d'autant que les entreprises sont obligées de déclarer tous leurs employés aux autorités. En conséquence, “beaucoup de gens refusent de venir travailler pour nous et pour des entreprises comme la nôtre, parce qu'ils pensent qu'il vaut mieux aller travailler dans un petit garage quelque part où ils ne paient pas d'impôts et ne se présentent certainement pas aux autorités militaires. L'économie est donc poussée dans une zone grise ou noire, ce qui est vraiment regrettable pour l'Ukraine.

### **Royauté militaire**

Dans le même temps, l'économie du pays a besoin de fonds pour financer l'effort de guerre qui ne cesse de croître. Le mercredi 12 juin, les députés ukrainiens ont présenté un projet de loi qui permettrait aux entreprises de payer une taxe militaire de 20 000 hryvnias (environ 450 euros) par mois et par employé, afin d'exempter leurs travailleurs de la mobilisation. Le pourcentage d'employés qui pourraient en bénéficier doit encore être précisé par les ministères. Cependant, ces mesures, discutées depuis des mois, provoquent de fortes tensions au sein de la population, qui accuse les autorités de n'envoyer à la guerre que les pauvres, alors que les salariés les plus aisés et, plus généralement, les élites, seraient épargnés.



Un autre modèle présenté le 12 juin par le chef de cabinet adjoint du président, Rostyslav Shurma, propose que les conscrits gagnant plus de 35 000 hryvnias par mois ne soient pas incorporés. Une telle mesure est justifiée par les impôts élevés que ces personnes paient. “Nous cherchons une sorte d'équilibre, car il n'y a pas de front sans arrière, et il n'y aura pas d'arrière sans front. Sans notre économie, sans impôts, il n'y aura rien pour financer le front”, a expliqué Oleksandr Zavitnevych, président de la commission parlementaire pour la sécurité nationale, la défense et le renseignement, interrogé par le bureau ukrainien de la BBC.

En attendant, et puisque la guerre risque de durer, les entreprises tentent de former de nouveaux employés le plus rapidement possible afin de poursuivre leurs activités. En collaboration avec l'organisation suédoise Reskilling Ukraine, la filiale ukrainienne de Scania, par exemple, propose des cours de formation accélérée aux femmes souhaitant devenir conductrices de camion. Le vendredi 14 juin, huit d'entre elles ont achevé une semaine de formation pratique, dont l'artiste Olesya Yatsenko, âgée de 35 ans. “L'Ukraine a besoin de travailleurs comme nous aujourd'hui”, explique-t-elle, assurant avoir déjà reçu des offres d'emploi de plusieurs entreprises.



---

## **Lutte des étudiants en Ukraine**

---

### **Académie municipale : indifférence à l'égard du harcèlement**

*Source : Priama Diia (Action directe)*

Le 19 mai dernier, Fidger, un étudiant de l'Académie municipale des arts du cirque et des variétés de Kyiv (KMAECM), a déposé une plainte pour harcèlement de la part de ses camarades de classe. Fidger avait été victime de brimades au cours de l'année scolaire, qui avaient été signalées aux enseignants à plusieurs reprises.

Les enseignants, quant à eux, n'ont pas donné suite à l'appel et n'ont pas signalé la situation aux parents de la victime, n'apportant à l'élève qu'un "soutien moral". Ridiculisait son travail et ses opinions, plaisanteries sur son orientation, surnoms offensants, tournage sans consentement de vidéos humiliantes : autant d'exemples de harcèlement répété.

Les assurances données par les enseignants, selon lesquelles la situation s'améliorerait, n'ont pas aidé. Les brimades se sont intensifiées, poussant Fidger à faire une tentative de suicide, qui a eu lieu le 15 décembre.

Le 22 mai de cette année, la première audition sur les brimades a eu lieu, au cours de laquelle Fidger n'a pas reçu le soutien et la compréhension de l'institution. Il a continué à entendre des railleries dans le couloir alors qu'il faisait la queue pour la réunion, railleries qui ont été ignorées ou niées par les membres de la commission.

Le 28 mai, une deuxième audience a eu lieu, en présence de la police. Fidger a posé des questions sur le harcèlement aux représentants des forces de l'ordre. Le même jour, sans même avoir examiné toutes les preuves, la victime a été informée, lors de l'audition elle-même, que la situation n'était pas reconnue comme un harcèlement moral.

Les parents et les élèves ne sont pas d'accord avec la décision de la commission et demandent au public de soutenir Fidger et de faire passer le message.

Notre syndicat soutient pleinement les victimes. Le harcèlement est un problème grave et répandu dans de nombreux établissements d'enseignement et n'est pas systématiquement combattu. Souvent, les personnes concernées ont peur de parler de leurs problèmes car elles ne s'attendent pas à une réponse adéquate.

Si vous êtes victime de discrimination dans votre université, nous vous invitons à ne pas rester silencieux et à nous contacter pour obtenir de l'aide via le formulaire Google.

Non au harcèlement, oui à la solidarité !

## Luttes des LGBTI+ en Ukraine

### Recul de l'homophobie dans la société ukrainienne mais loin encore de l'égalité des droits

Par Laurent Vogel

Source : Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



La récente manifestation pour l'égalité et la victoire organisée à Kyiv le 16 juin par des collectifs LGBT reflète le développement d'un mouvement autonome par rapport à l'Etat et aux partis parlementaires qui se contentent de vagues promesses pour l'après-guerre. Les collectifs LGBT, et notamment l'organisation des militaires LGBT qui av ait tenu à être bien visible dans cette manifestation, exigent des changements législatifs

immédiats. Ils sont conscients que l'avenir de l'Ukraine se dessine à travers les mobilisations actuelles des mouvements populaires.

Plus de 70 % des Ukrainiens estiment que les personnes LGBTQ devraient avoir les mêmes droits que les autres citoyens, ce qui représente une augmentation de presque 7 % par rapport à 2022 , selon un [sondage publié par l'Institut international de sociologie de Kyiv](#) (KIIS) le 18 juin 2024.

Cette évolution est relativement récente. Pendant les vingt premières années de l'Ukraine indépendante, les niveaux d'homophobie étaient semblables à ceux qui se manifestaient en Russie et dans d'autres républiques post-soviétiques d'Europe. Selon un sondage réalisé par l'European Social Survey en 2010, seuls 28 % des Ukrainiens estimaient que "les gays et les lesbiennes devraient être libres de vivre leur vie comme ils l'entendent". Ce chiffre était le plus bas de tous les pays européens couverts par l'enquête, à l'exception de la Russie. Certaines recherches mettaient même en avant une progression de l'homophobie au début des années 2000.

Au fur et à mesure que la société ukrainienne évoluait de manière indépendante par rapport à la Russie, l'homophobie a connu un certain recul. Mais on aurait tort de lier mécaniquement les deux mouvements. Andrii Kravchuk[1], un activiste gay expliquait en 2014 que si de nombreux militants LGBT avaient soutenu Maïdan, ils avaient fait le choix de ne pas rendre visible leur participation. Ils ne tenaient à fournir des arguments à la propagande pro-russe. Ils craignaient l'affrontement avec les groupes d'extrême-droite nationalistes ukrainiens. Il semble bien que les très rares pancartes en faveur des droits des personnes LGBT étaient portées par des provocateurs pro-russes pour être aussitôt photographiées et diffusées massivement sur les réseaux sociaux. Cette hypothèse de provocation est appuyée par différents témoignages selon lesquels en janvier 2014, des personnes ont été payées pour se faire photographiées sur

la place Maïdan en agitant des drapeaux arc-en-ciel avec des drapeaux de l'Union européenne des États-Unis. La majorité des activistes LGBT qui ont participé aux rassemblements de la place Maïdan ont opté pour l'invisibilité. Le témoignage d'Anna Dovgopol est éloquent :

“L'autre partie aurait pu vouloir, d'une manière ou d'une autre, déclarer sa présence en tant que LGBT, mais c'était dangereux en raison du grand nombre de militants d'extrême droite (d'abord Svoboda, puis le Secteur droit). Lors de la première grande manifestation après le passage à tabac des étudiants le 30 novembre, je faisais partie d'un groupe LGBT et nous avions plusieurs drapeaux arc-en-ciel dans nos sacs, que nous n'avons pas osé sortir parce que des colonnes de militants de Svoboda défilaient à nos côtés, avec l'air assez agressif que l'on connaît. En outre, plus tard, il y a eu plusieurs cas d'attaques par l'extrême droite contre des filles de la communauté féministe et de gauche qui portaient des affiches sur les droits des femmes (des affiches très modérées, telles que “Europe = salaires égaux pour les femmes”), ainsi que contre des activistes de gauche”[2].

Ce n'est qu'après Maïdan que la dynamique de mobilisation des personnes LGBT[3] a commencé peu à peu à faire changer la situation. Ces mobilisations se sont heurtées à l'hostilité et à la violence organisées. L'homophobie s'appuie sur une convergence de fait entre trois courants importants dans la société ukrainienne des vingt premières années du XXIe siècle.

### **Les trois courants homophobes**

Un premier courant était constitué par les forces pro-russes et anti-Maidan qui mettaient en avant la lutte contre la “Gayropa” et présentaient les lois européennes contre la discrimination comme “une homosexualisation forcée” de la population ukrainienne. Avant 2022, les propositions de loi les plus scandaleuses contre les personnes LGBT ont souvent été déposées par des parlementaires du Parti des Régions qui s'inspiraient directement de la législation répressive adoptée en Russie. Si ce courant a pratiquement disparu après 2022 sur le territoire libre de l'Ukraine, il est étroitement associé au pouvoir dans les régions occupées. Les persécutions contre les personnes LGBT y ont atteint des niveaux de violence inédits avec des assassinats, le recours à la torture dans les centres de filtration et l'association automatique de toute “déviance sexuelle” à l'entreprise satanique de l'Occident global. Que ce soit en Crimée, au Donbass ou dans les territoires occupés après février 2022, la vie des personnes LGBT s'est convertie en enfer. Les [témoignages recueillis par l'ONG Projector dans le district de Kherson](#) qui a été occupé entre mars et novembre 2022 sont glaçants : humiliations, tortures, viols, confiscation de médicaments rétroviraux contre le VIH. Une partie des victimes n'ont pas osé porter plainte après la libération du district.

Les différentes églises chrétiennes (tant orthodoxes que catholique-grecque et catholique-romaine) partagent de manière très œcuménique une homophobie virulente même si elles peuvent diverger considérablement sur tout le reste et notamment sur les liens avec le patriarche de Moscou. La formation en 1996 d'un [Conseil pan-ukrainien des églises et formations religieuses](#) (désigné sous l'acronyme UCCRO en anglais) a constitué une base solide pour un travail de lobby anti-féministe et anti-LGBT. Les églises chrétiennes traditionnelles s'y sont associées à des églises relativement nouvelles comme les Adventistes du septième jour ainsi qu'à des autorités religieuses juives et musulmanes. La première déclaration solennelle des différents courants religieux contre la perspective d'un mariage pour tous remonte à 2007. Depuis le début de la guerre massive, l'homophobie religieuse s'est trouvé un nouvel argument qui se situe au-delà des textes sacrés : la démographie. Ainsi, l'UCCRO [expliquait en juin 2023](#) que : “assimiler la “cohabitation homosexuelle” au mariage et à la famille serait “extrêmement dangereux” dans la “crise démographique” provoquée par l'invasion de la Russie. Depuis février de l'année dernière, la population permanente de l'Ukraine est passée de 43 à 29 millions d'habitants, ce qui a entraîné un “manque de ressources humaines” pour la reconstruction d'après-guerre”. On trouve exactement le même argument en Russie pour justifier les législations anti-LGBT.



Enfin, l'extrême-droite nationaliste (que l'on voit ici en train de manifester) se revendique de l'héritage idéologique de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens suivant lequel la construction étatique de l'Ukraine doit reposer sur une base ethno-linguistique "pure" et la famille patriarcale traditionnelle constitue la cellule de base de la société. Dans cette optique, les personnes LGBT sont assimilées à un facteur de désordre et de dégénérescence de la race. Le parti Svoboda qui se considère comme l'héritier idéologique de Stepan Bandera a fait de l'homophobie une de ses bannières de combat et n'a pas hésité à recourir à la violence contre des rassemblements LGBT.



Le reste du monde politique parlementaire oscillait entre l'hostilité et l'indifférence envers les revendications des personnes LGBT tantôt par conviction, tantôt par opportunisme électoral. La revendication du mariage pour tous était rejetée au nom d'un article de la constitution de 1996 qui limite le mariage à l'union d'un homme et d'une femme. En 2014, l'Alliance démocratique avait [refusé l'adhésion de Bogdan Globa](#), activiste LGBT. Il s'agit pourtant d'un parti modéré du centre-droit, lié à la démocratie chrétienne en Europe et recrutant de nombreux cadres dans des ONG pro-européennes. Le dirigeant du parti avait clairement indiqué que ce n'était pas tant la vie sexuelle de Globa qui lui posait problème, mais sa revendication politique des droits des personnes LGBT. L'épisode est intéressant parce que, pour la première fois, la plupart des journaux ukrainiens ont publié des articles plutôt favorables à Bogdan Globa.

Dans une telle situation, le mouvement LGBT s'est construit progressivement autour de petits noyaux d'activistes, souvent liés aux mouvements féministes et à la gauche non parlementaire. Leur développement a été plus tardif et plus difficile en Ukraine occidentale. Les premières années ont été particulièrement dures. L'organisation "Sphère" qui mène un travail communautaire à Kharkiv depuis 2017 a enregistré 30 attaques contre ses locaux ou ses rassemblements entre 2018 et 2022. Des commandos d'extrême-droite ont attaqué son local à de nombreuses reprises bénéficiant souvent de la passivité de la police. La première apparition publique de Sphère s'est déroulée dans les circonstances suivantes[4] :

"Ce jour-là, huit lesbiennes féministes, coiffées de tulle et de couleurs joyeuses, se positionnent à l'entrée du palais des mariages, le bâtiment municipal où habituellement les couples hétérosexuels se jurent fidélité jusqu'à la mort. Soudain arrivent à pied 50 hommes, matraques et bombes lacrymogènes à la main. Yakiv, 17 ans à l'époque, accompagnait la noce lesbienne avec son petit ami. "Ils nous encerclent, nous traitent de pédés pervers et nous crachent dessus. Un gars me cogne à la mâchoire". Les assaillants brûlent un drapeau arc-en-ciel, lancent des lacrymogènes et s'affrontent à 15 policiers. Les fausses mariées s'éparpillent en courant. Des policiers les aident à évacuer. Sphère déposera plainte pour violences. Des mois plus tard, le tribunal prononcera un non-lieu. "Manque d'éléments à charge". Ce délit, impuni, est le premier d'une longue liste. Sur le cadenas, scié par la police, est collé un logo : "Ordre et Tradition". C'est le nom d'un groupe d'extrême droite ultraconservateur créé en 2016. Chrétien.

Anti-Roms. Antirusse. Homophobe. Mais surtout, violent, armé, et entraîné au combat. L'un de ses chefs, Ivan Pilipchuk, poste en ligne des photos de Mein Kampf et de lui effectuant le salut nazi".

### **Trois leviers : la guerre, la jeunesse et l'Europe**

Dans cette situation particulièrement critique, les activistes LGBT ont pu s'appuyer sur trois facteurs.

Le plus surprenant de tous est la guerre. En 2018, Viktor Pylypenko, activiste gay qui s'était engagé dans un bataillon armé de volontaires du Donbass a créé [l'union des militaires LGBT](#). La décision de rendre visible la présence de personnes LGBT dans les rangs de l'armée et des unités volontaires était un pari audacieux. Elle s'est faite parallèlement à l'organisation d'une [exposition de photos](#) d'Anton Shebetko intitulée "Nous étions là" où des militaires acceptaient de se faire photographier en revendiquant leur identité LGBT. Certains ont posé en dissimulant leur visage, d'autres ont préféré se montrer à visage ouvert. Les photos étaient complétées par des témoignages enregistrés sur des vidéos. La guerre qui, par ailleurs, a été utilisée par la droite pour revendiquer un virilisme héroïque a donc aussi été l'occasion d'une intégration réelle de personnes LGBT dans des formations constituées principalement par des personnes issues des classes populaires. En juin 2019, l'union des militaires LGBT a formé sa propre colonne d'une trentaine de personnes dans la marche pour l'égalité de Kyiv. Elle était dirigée par Viktor Pylypenko et Nastya Konfederat, une activiste lesbienne engagée volontaire dans l'armée. A cette occasion, le média indépendant Hromadske a publié [une interview de Pylypenko](#) qui mettait en avant la responsabilité de la hiérarchie militaire dans les discriminations au sein de l'armée :

Lorsqu'on lui a demandé ce que c'était que d'être gay dans l'armée, il a répondu que "c'est inconfortable parce qu'il y a beaucoup d'homophobes. C'est à cause des homophobes, en particulier des commandants homophobes, que ces personnes ne peuvent pas s'exprimer. Ces personnes sont les mêmes que nous, mais malheureusement elles vivent cachées. C'est une honte, car elles se battent pour la liberté du peuple, pour nos droits, entre autres choses". En ce qui concerne la discrimination, Viktor a déclaré qu'il avait été traité de "pédé" en ligne par des personnes qui se disent nationalistes mais qui ne sont pas allées à la guerre".

La présence de dizaines de milliers de personnes LGBT dans les forces armées est rendue visible par des écussons qui représentent une licorne[5], parfois accompagnée d'un drapeau arc-en-ciel. C'est une caractéristique générale de l'armée ukrainienne d'accepter que les militaires cousent sur leur uniforme des signes et symboles de leur choix. Dès 2014, un certain nombre de militaires LGBT ont commencé à rendre visible leur présence dans l'armée en cousant un écusson avec une licorne. A l'époque, on disait qu'il n'y avait pas d'homosexuel.le dans l'armée. Dès lors, la licorne qui est un animal mythique qui n'existe pas dans la nature, est devenue un symbole fort. Le recours à la licorne est doublement courageux. Il affiche une identité LGBT au sein de l'armée mais il implique aussi un risque accru de traitement inhumain en cas de capture par les forces russes ou leurs collaborateurs séparatistes.

Il faut cependant se garder d'une idéalisation de la situation. La guerre est aussi l'accélérateur de phénomènes négatifs comme la brutalisation des rapports humains, la banalisation de la violence. Il y a donc une dynamique contradictoire qu'on peut observer depuis 2014. L'autonomie des collectifs LGBT représente une garantie importante dans une perspective d'émancipation. Elle se heurte aussi à des obstacles puissants dont témoignent de nombreux épisodes de violences homophobes.

Un deuxième facteur est de nature sociologique. Il concerne l'évolution rapide de la jeunesse ukrainienne qui s'émancipe par rapport aux valeurs traditionnelles de la famille patriarcale. Certes, il existe aussi une partie de la jeunesse qu'attirent l'extrême-droite et ses codes virils démonstratifs mais le témoignage de nombreuses personnes LGBT indique qu'il y a un recul marqué de l'homophobie dans les générations nouvelles, notamment dans les écoles et universités. Un film comme "Jeunesse en sursis" de Kateryna Gornostai reflète bien cette évolution[6]. Ce film, sorti en 2021, a été le résultat d'un long travail collectif entre la réalisatrice et de jeunes de Kyiv. Il s'agit d'une fiction qui a une nette portée documentaire.



Enfin, la perspective d'une adhésion à l'Union européenne a pu constituer un levier pour les revendications LGBT. En effet, tout processus d'adhésion implique une mise en conformité du droit national avec le droit européen. C'est ainsi qu'a pu être adoptée en novembre 2015 une loi contre les discriminations au travail qui interdit et sanctionne les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Le

vote de cette loi n'a été rendu possible que par la pression de l'Union européenne qui menaçait de ne pas supprimer l'obligation d'un visa pour les Ukrainiens dans le cas où cette loi n'aurait pas été adoptée. Alors que lors d'un premier vote le 5 novembre, seuls 117 députés sur 450 avaient voté en faveur de l'amendement anti-discrimination, une semaine plus tard, ce sont 234 députés qui l'ont adopté, plus soucieux de l'entrée dans l'espace Schengen que des droits fondamentaux. Ce revirement soudain n'était pas une conversion à la cause des droits LGBT. C'est ainsi que Yourii Lutsenko, chef de la fraction parlementaire du parti du président Poroshenko justifiait le vote de la loi anti-discrimination dans les termes suivants "Mieux vaut une gay pride sur le Kreschatyk que les tanks russes dans le centre de la capitale de l'Ukraine». La plupart des parlementaires firent des déclarations ambiguës pour dire qu'ils votaient contre la discrimination par "adhésion européenne" mais que jamais, au grand jamais, ils n'accepteraient le mariage pour tous.

Certains, à gauche, ont vu dans l'utilisation du droit européen une forme d'homo-nationalisme [7]. Le concept même d'homo-nationalisme me paraît brumeux. Dans certains cas, il sert simplement à condamner l'homo-internationalisme, c'est-à-dire la solidarité entre mouvements LGBT dans les différentes parties du monde sur la base d'exigences élémentaires communes. Suivant un raisonnement décolonial simpliste, il y aurait un mouvement LGBT international décrit comme dominé par "des hommes blancs de classe moyenne" qui imposerait ses idées à travers des ONG dans les pays du "Sud global". Cet argument ignore la capacité de réappropriation des revendications mondiales par des collectifs LGBT de pays du Sud[8]. Il les considère comme de simples relais passifs sacrifiant leur autonomie en échange d'une aide financière ou d'un appui juridique. Dans les cas les plus graves[9], la critique de l'homo-nationalisme dissimule une hostilité de principe à toute émancipation des personnes LGBT dans un Sud fantasmé ou parmi les minorités racisées des pays du Nord. En réalité, la stratégie des collectifs LGBT en Ukraine n'est guère différente de celle des syndicats et des organisations de défense de l'environnement. Elle s'appuie sur le droit européen pour faire avancer ses revendications propres. Renoncer à ce levier affaiblirait leur action.

Après le déclenchement de la guerre à grande échelle, la pression des mouvements LGBT a pu s'appuyer sur l'expérience concrète de la discrimination vécue par les militaires en cas de décès, de disparition ou de capture. Les partenaires de personnes LGBT n'ont aucun droit dans ces cas. Les épreuves de la guerre ont poussé de plus en plus de personnes -militaires et civiles- à faire un "coming out", refusant de continuer à raser les murs par rapport à l'homophobie ambiante. C'est ce qu'explique un ingénieur de Kramatorsk, blessé à la suite d'un bombardement russe : "Je suis gay mais je n'en ai parlé à personne



*pendant longtemps. Mais après la blessure, j'ai beaucoup réfléchi. Je suis fatigué d'avoir peur, je veux être avec celui que j'aime vraiment, ne pas avoir peur de marcher en lui tenant la main. [10]».*

Une pétition a été lancée en juin 2022 pour appuyer la proposition de loi 9103 concernant l'institution d'une union civile qui ouvrirait aux personnes LGBT des droits comparables à ceux qui découlent du mariage. En quelques mois, elle a été signée par 28.000 personnes. Le président Zelensky s'est engagé à demander à son premier-ministre d'agir pour faire avancer les droits des personnes LGBT mais cette promesse est restée sans suite jusqu'à présent. Une "pique de rappel" est venue le 1<sup>er</sup> juin 2023. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui a condamné l'Ukraine dans la mesure où elle ne dispose d'aucun statut légal protégeant les couples formés par des personnes du même sexe[11]. Conformément à sa jurisprudence, la Cour européenne n'impose pas d'ouvrir le mariage aux couples homosexuels mais elle impose de disposer d'un statut conférant des droits similaires à ceux dont disposent les couples mariés.

Une autre revendication immédiate importante est l'adoption de la proposition de loi 5488 qui introduira dans le droit pénal la notion de "crime de haine" de manière à réprimer différents délits contre les personnes lorsque l'hostilité à l'égard d'un groupe discriminé apparaît comme un mobile spécifique. Parmi les facteurs de discrimination considérée figure l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans ce domaine, les mobilisations LGBT peuvent également s'appuyer sur un arrêt du 11 avril 2024 de la CEDH[12] qui a jugé que l'Ukraine avait violé l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) combiné à l'article 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de l'inefficacité de l'enquête sur deux agressions verbales et physiques du requérant, un homme gay, impliquant des insultes homophobes. Suite à la première agression, les autorités n'ont pas donné suite aux allégations de crime de haine du requérant et ont d'abord classé l'agression comme un vol. La Cour a noté que la qualification pénale choisie par les autorités nationales pour la deuxième agression comme relevant des dispositions ordinaires du droit pénal a compromis leur capacité à découvrir le motif homophobe allégué de l'agression. Dans le contexte où l'extrême-droite a fréquemment recours à la violence contre les mouvements LGBT, une loi réprimant les crimes de haine devrait faciliter le combat judiciaire contre ces agressions.

La marche de Kyiv du 16 juin dernier est venue rappeler ce principe essentiel : la victoire contre l'agression et l'égalité des droits dans la société sont inséparables.

## NOTES

[1] Andrii Kravchuk, [LGBT ukrainiens entre deux mondes : Russie et Union européenne](#), Dialogai, 1<sup>er</sup> septembre 2014.

[2] Cité par Tamara Martsenyuk (2015), [Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2013-2014](#). Журнал соціальної критики Commons.

[3] Pour un aperçu des premières années de ces mobilisations, voir : Denys Lavrik, [Гомофобія в Україні: тенденції постмайданного періоду](#), Spylne, 18 mai 2015.

[4] Cette description est reprise de: Michel Despratx, Ukraine : gays envers et contre tous, [La Chronique d'Amnesty International](#), 22 juin 2022.

[5] Maxime Birken, [Guerre en Ukraine: ces soldats LGBT arborent une licorne en blason, et c'est plus qu'un symbole](#), Huffpost, 31 mai 2022.

[6] On peut voir ce film avec des sous-titres anglais (sous son titre ukrainien "Stop Zemlia") sur le site de la plateforme Tak Flix : <https://takflix.com/en/films/stop-zemlia>

[7] C'est la position de Tamara Martsenyuk dans un article de 2015 qui est, par ailleurs, une excellente source d'information et d'analyse. L'article revendique la filiation décoloniale de sa critique de "l'homonationalisme". Voir Марценюк Т., [Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2013-2014](#). Журнал соціальної критики Commons.

[8] L'exemple de l'Afrique du Sud montre comment l'alliance entre les mouvements LGBT de ce pays et des organisations LGBT internationales a été un facteur important de succès qui me semble démentir l'hypothèse décoloniale de l'homonationalisme.

[9] C'est le cas de Houria Bouteldja qui admire la politique menée par l'ancien président Ahmadinejad en vue de l'éradication des personnes LGBT dans la société iranienne. Voir : Serge Halimi, [Ahmadinejad, mon héros](#), Le Monde Diplomatique, août 2016.

[10] Mathilde Goanec, [Ukraine : la guerre, "un puissant accélérateur" pour les droits LGBT+](#), Médiapart, 5 décembre 2022.

[11] CEDH, Arrêt du 1<sup>er</sup> juin 2023, «[Maymulakhin et Markiv c. Ukraine](#)».

[12] CEDH, Arrêt du 11 avril 2024, «[Karter v. Ukraine](#)».

---

## Marche des fiertés à Kyiv : "HOMOPHOBIE, C'EST LA RUSSIE" (photo)



Source : Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(17 juin 2024) Le dimanche 16 juin, une marche pour l'égalité a été organisée par les mouvements LGBT à Kyiv. Il s'agissait de la première marche LGBT dans la capitale ukrainienne depuis le début de l'invasion massive en février 2022. Malgré les menaces de l'extrême droite nationaliste et la réticence des autorités municipales, la marche a réussi à mobiliser pour des changements législatifs en faveur de l'égalité.

Malgré les menaces de missiles russes, malgré les tentatives de contre-manifestation de l'extrême droite nationaliste, malgré la pluie battante, la marche des LGBT pour l'égalité s'est déroulée dans une atmosphère combative et enthousiaste à Kyiv le dimanche 16 juin. Il s'agissait de la première marche LGBT depuis l'invasion massive russe de février 2022.

Un demi-millier de personnes ont défilé dans les rues de la ville en brandissant des drapeaux et des affiches. Il y avait une forte présence de soldats et d'anciens combattants (photo). L'invité d'honneur de la marche était le syndicat militaire LGBT. La manifestation s'est rassemblée dans le centre-ville, près de la station de métro Teatralna. Elle n'a pu parcourir qu'un très court trajet, à proximité d'abris destinés à permettre une évacuation rapide en cas d'alerte aérienne. Le comité d'organisation de la marche pour l'égalité avait tenté de négocier avec la police la possibilité d'emprunter un itinéraire plus long, avec un plus grand nombre de manifestants, mais ces négociations ont échoué. L'une des options proposées était d'organiser la marche dans le métro. Cette option a été refusée par le conseil municipal de Kyiv. Le lieu

de concentration devait être tenu secret et a été connu à la dernière minute par le biais de groupes de contact sur les réseaux sociaux constitués de personnes qui s'étaient inscrites pour participer à la marche.

Un groupe de militants d'extrême droite s'est concentré à Khreshchatyk pour défendre les “valeurs traditionnelles”. Ils ont tenté de courir vers le lieu de la marche pour l'attaquer, mais ont été bloqués par la police. Certaines des pancartes de la marche pour l'égalité soulignaient que “l'homophobie, c'est la Russie”, ce qui montre que l'extrême droite nationaliste ukrainienne s'appuie en partie sur des idéologies réactionnaires qu'elle partage avec les attaquants russes. Deux jours avant la marche, un groupe d'extrême droite nationaliste s'était rassemblé devant la mairie de Kiyv pour demander l'interdiction de la marche. Leurs slogans n'étaient que la traduction ukrainienne de la propagande homophobe omniprésente dans les médias russes (notamment : “l'homosexualité n'est pas une orientation, c'est un trouble psychiatrique”).

“La marche pour l'égalité est l'occasion d'attirer l'attention du monde sur la guerre en Ukraine. Nous avons besoin d'un soutien juridique. Nous nous battons sur un pied d'égalité avec tous les autres, mais nous ne savons pas ce qu'il adviendra de nos proches. S'il leur arrive quelque chose, s'ils se retrouvent à l'hôpital ou en captivité, nous ne pouvons pas leur rendre visite ou les chercher. Nous sommes des personnes qui vivent avec des problèmes de vie. Jusqu'à 10 % de la communauté LGBTQ est dans l'armée”, a déclaré Dmytro, militant et ancien combattant.



---

## Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine

---

### Kyiv : Un tiers des travailleurs sont en première ligne

Source : Patrick Le Tréhondat

(9 juillet 2023) Depuis le début de l'invasion, 27 % des employés de la municipalité de Kyiv ont rejoint les forces armées, si bien que l'organisation souffre actuellement d'une pénurie de personnel. L'organisation souffre donc actuellement d'une pénurie de personnel, en particulier d'électriciens, d'ingénieurs et de machinistes. L'entreprise recherche actuellement des spécialistes pour différents postes.



Le métro de la capitale (photo) a également annoncé une pénurie de personnel. Il y a actuellement plus de 15 % de postes vacants dans le métro, notamment chez les serruriers, les tourneurs, les électriciens et les conducteurs de métro.

Depuis le 3 juin, les intervalles entre les métros ont augmenté d'une minute aux heures creuses et de 45 secondes aux heures de pointe en raison d'une "pénurie aiguë" de travailleurs.

Il y a également une pénurie de 28 à 30 % de spécialistes dans certaines entreprises industrielles de la capitale. Les besoins les plus importants concernent les chauffeurs, les mécaniciens, les machinistes et les peintres.

---

### À Dnipro, on veut privatiser une usine de prothèses

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(30 juin 2024) Le Fonds ukrainien de la propriété d'État a soumis la société de prothèses et d'orthopédie de Dnipropetrovsk à la privatisation. La vente aux enchères aura lieu le 10 juillet.

L'État offre aux investisseurs la possibilité de racheter l'entreprise pour environ 115 millions d'UAH [2,562 millions d'euros], préservant ainsi sa spécialisation.

Le Fonds de la propriété d'État signale également que l'entreprise est rentable. En 2023, elle a réalisé un bénéfice de 2,5 millions de hryvnias [55 700 euros], et au cours des cinq premiers mois de cette année, elle aura réalisé un bénéfice de plus d'un million de hryvnias [.

La directrice Antonina Kumka note que la privatisation de l'entreprise comporte certains risques. L'entreprise de prothèses Dnipro est actuellement l'une de nos activités stratégiques pour plusieurs raisons, notamment parce que l'État la protège des fluctuations et des changements du marché", explique-t-elle. Deuxièmement, nous risquons de perdre une équipe de spécialistes hautement qualifiés.

Antonina Kumka souligne que les vétérans et les patients de l'entreprise de prothèses écrivent actuellement des appels au Fonds des biens de l'État et au gouvernement pour demander la suspension de la procédure.

"Les patients vétérans sont indignés et n'en reviennent pas", dit-elle.

## La Journée de la Constitution et ses ennemis néolibéraux

Source : *Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)*

(28 juin 2024) Nous espérons que la Constitution servira les intérêts des travailleurs ukrainiens et empêchera l'oligarchie d'atteindre ses objectifs de classe étroits. La Constitution est capable de consolider le peuple contre les oppresseurs, tant internes qu'externes.

Malheureusement, la Loi fondamentale n'a pas empêché la corruption du pouvoir par les clans riches : les objectifs de construction d'un État souverain et social qu'elle proclame restent un idéal politique. Dès les premiers jours de l'invasion massive, les autorités ont restreint les droits du travail, les droits sociaux et les droits civils inscrits dans la Constitution. En conséquence, il est devenu beaucoup plus difficile pour le peuple ukrainien de résister à l'agresseur, et les contradictions entre la classe ouvrière et l'élite qui la parasite se sont considérablement accrues.



Pour s'attirer les faveurs du monde des affaires, certains hommes politiques sont ouvertement hostiles aux fondements de l'ordre constitutionnel. Par exemple, la députée Galina Tretyakova, connue pour ses déclarations antisociales, est très mécontente de l'existence de dispositions interdisant la réduction de droits lors de l'adoption des nouvelles lois anti-travail qu'elle a rédigées. Dans le même temps, elle est favorable à l'augmentation des salaires de ses assistants de 88 000 UAH [2 000 €] à 132 000 UAH [3 000 €] par mois.

Il est très révélateur que dans ses récents discours, elle ait indirectement accusé les juges de la Cour constitutionnelle d'Ukraine (CCU) de sympathiser avec le socialisme. Il y a peut-être une part de vérité dans cette accusation, car la loi fondamentale est rédigée de telle manière que les intérêts d'un individu et de la société dans son ensemble se voient accorder une valeur bien plus élevée que les considérations de profit et d'égoïsme.

Avec la Constitution entre les mains, la CCU n'a pas d'autre choix que de déclarer inconstitutionnel le travail législatif de Tretyakova ! Les critiques de la scandaleuse députée s'apparentent à une ingérence directe dans le travail du pouvoir judiciaire (le fait que certaines de ses lois soient actuellement examinées par la CCU ajoute à la certitude). Le Médiateur a même déposé une pétition concernant la constitutionnalité des dispositions de la loi 2136 qui limitent le droit au congé de détente. Il convient de rappeler que le décret présidentiel 64/2022 a autorisé des restrictions au droit au travail (article 43 de la Constitution), mais pas au droit au repos (article 45 de la Constitution) pendant la loi martiale.

Nous pensons que la lutte pour le respect de la Constitution ne doit pas s'arrêter, même en temps de guerre. Sinon, le fardeau de la guerre sera transféré au peuple, ses droits seront arbitrairement restreints et, après la victoire, tous les pouvoirs et ressources du pays seront usurpés par les représentants du capital. Au contraire, nous devons nous efforcer de créer une société fondée sur l'égalité sociale, la démocratie participative et la dignité humaine, en pleine conformité avec l'esprit de la Loi fondamentale.

Pour une Ukraine libre, unie et sociale !

# Ukraine : travailleurs sociaux en temps de guerre

Par Oleksandr Kitral

Source : [Commons](#). Traduction : Patrick Le Tréehondat

14 juin 2024) Il y a des gens qui, lorsque leur vie est en danger, pensent d'abord à ceux qui ont besoin d'aide. Ces personnes sont nombreuses, y compris les travailleurs sociaux. Ces dernières années, il y a eu de nombreux exemples de travailleurs sociaux qui ont continué à distribuer de la nourriture et des médicaments aux retraités et aux personnes handicapées sous le feu de l'ennemi et qui ont délivré des pensions. Il y a également eu des personnes qui, soucieuses de la sécurité des personnes âgées, les ont accueillies chez elles. Les travailleurs sociaux expliquent que, dans ces situations, ils ont été motivés non pas tant par le désir de conserver leur emploi, où ils perçoivent un salaire plutôt modeste, que par le sens des responsabilités. Dans cet article, nous évoquons le travail désintéressé des travailleurs sociaux, nous nous demandons si leur travail est apprécié aujourd'hui et nous interrogeons les travailleurs sociaux eux-mêmes sur les problèmes de la protection sociale en Ukraine.

## Le seul à avoir accepté de travailler

Les travailleurs sociaux sont chargés d'aider les personnes vulnérables, en particulier les retraités isolés et les personnes souffrant de handicaps physiques et psychologiques qui ont besoin de soins, de services domestiques et médicaux. Leur situation est souvent extrême, car ces personnes sont souvent incapables de s'occuper correctement d'elles-mêmes dans la vie de tous les jours. Certains membres du personnel, conscients de cette situation, n'ont pas quitté leurs protégés, même lorsque les bombardements ont commencé à s'intensifier, se mettant ainsi en danger de mort. C'est le cas de Lilia Blazhko, assistante sociale du village de Pavlivka dans la région de Sumy, à deux kilomètres de la frontière russe. Elle explique qu'elle est entrée dans le secteur social par hasard.

“Lorsque la guerre a éclaté, j'étudiais à l'école de Bilopillia, mais je suis retournée à Pavlivka presque immédiatement. À

l'époque, le village cherchait une assistante sociale. Nous devions aider dix habitants. Mais personne ne voulait le faire, ils avaient peur. J'ai été la seule à accepter de travailler”, raconte Lilia à *Commons*.

Malgré le retrait des troupes russes de la région au printemps 2022, il est toujours dangereux de vivre à Pavlivka. Le village est régulièrement bombardé, ne laissant que 160 habitants sur plus de 800. Récemment, un obus a touché une cour, endommageant une maison et ses dépendances. Les propriétaires n'ont pas été blessés car ils travaillaient dans le jardin lorsque l'obus est tombé. Il convient de noter que Pavlivka est un village qui ne compte pratiquement qu'une seule rue, s'étendant sur 10 kilomètres. Lilia Blazhko a dû parcourir une distance considérable pour se rendre auprès de la personne nécessitant des soins, et elle n'a pu le faire qu'à pied, ne sachant pas faire de vélo.





Pendant son séjour dans le village sur la ligne de front, elle a appris à identifier les “sorties” et les “arrivées”. En cas de bombardement intensif, elle descend dans la cave avec les personnes qu'elle aide, ou si elle est prise sur la route, elle cherche un abri au bord de la route. Les tâches de Lilia consistent non seulement à distribuer des pensions, de la nourriture et des médicaments aux personnes à mobilité réduite, mais aussi à participer aux tâches ménagères : laver, cuisiner, nettoyer et aider dans le jardin. Lilia peut également effectuer des réparations mineures, comme poser du papier peint. Elle affirme que cela ne lui pose aucun problème, car elle est peintre et plâtrière de profession. Malgré les conditions de travail dangereuses, elle reçoit 6500 UAH [149 €] par mois pour son travail.

### **Il était hors de question de laisser des gens derrière soi**

Vira Temchenko, habitante de Verkhnya Syrovatka dans la région de Sumy, aide 17 habitants depuis le début des hostilités, dont sept de sa propre initiative, parce que leurs proches sont partis et qu'il n'y a personne pour s'occuper d'eux. Elle raconte que le village a été bombardé dès les premiers jours de la guerre. L'assistante sociale se souvient de la première fois qu'elle a entendu des obus voler au-dessus de sa tête.

“Je me souviens que j'étais sur mon vélo en train de livrer du pain à un handicapé et à sa mère handicapée. Soudain, les bombardements ont commencé. L'air vibrait au passage d'un obus. J'ai décidé de continuer, à une vitesse que je n'avais jamais connue auparavant. La fois suivante, lorsque je suis allé chercher des pensions à la poste pour les distribuer aux gens, j'ai été retardé. Soudain, des tirs d'obus ont retenti à proximité. Il s'est avéré que les tirs ont eu lieu, en particulier, autour du chemin que je devais emprunter au préalable”, raconte Vira Temchenko.

La femme affirme que sa famille a essayé à plusieurs reprises de la persuader de quitter son emploi, mais qu'elle a refusé.

“Je ne pouvais pas laisser les gens derrière moi. Qui s'occuperait alors d'eux ? C'est parce que moi et d'autres travailleurs sociaux avons continué à les aider malgré les bombardements que ces personnes ont traversé une période difficile, parce qu'elles ont compris qu'elles ne seraient pas abandonnées. Pendant toute la période des attentats, aucune assistante sociale de notre communauté n'a quitté son travail. Et aujourd'hui, alors qu'il existe un risque de nouvelle invasion dans notre région, tous les travailleurs sociaux de la communauté ont déclaré qu'ils continueraient à travailler”, a-t-elle déclaré.

Parlant des spécificités de son travail, Vira Temchenko admet tristement que sa profession n'est pas particulièrement populaire dans la société. Vira n'a commencé à être fière de sa profession qu'il y a quelques années, lorsqu'elle a commencé à travailler en tant qu'assistante sociale et qu'elle a pris conscience de la responsabilité qui lui incombait. Selon elle, les jeunes hésitent à se lancer dans le travail social et ceux qui le font abandonnent souvent parce qu'ils ne supportent pas les conditions de travail. Ils doivent s'occuper de personnes ayant des problèmes de santé mentale ou des modes de vie peu sociaux.

“Personne ne veut s'occuper de ces personnes. Il y a aussi les problèmes de déplacement. En été, je fais du vélo, qui m'a été donné spécialement à cet effet, mais en hiver, je ne peux pas vraiment faire le tour du village comme ça, je dois beaucoup marcher. Quant à la journée de travail, elle commence souvent une heure plus tôt car il faut que j'aie le temps d'acheter les produits que les retraités me demandent, car ils ont l'habitude de les acheter chez certains vendeurs. En ce qui concerne le salaire, nous gagnions plus auparavant car nous avions des primes, mais maintenant le salaire est plus bas, à 6400 UAH [142,60 €] par mois”, explique Vira Petrivna.

Elle estime que l'État devrait promouvoir le travail des travailleurs sociaux dans la société, tout en améliorant leurs conditions de travail et en augmentant leurs salaires. Cependant, malgré des conditions de travail difficiles et un salaire modeste, l'assistante sociale nous assure qu'elle aime son travail. Elle dit s'inquiéter à chaque fois qu'elle voit un appel absent des personnes âgées qu'elle aide, et que si elle ne

peut pas les joindre pendant longtemps, elle s'inquiète pour leur santé. “Je pense que les personnes âgées méritent plus d'attention et de respect aujourd'hui”, conclut-elle.

### **Le travail de Natalia n'a pas diminué**

Nous nous sommes entretenus avec une autre assistante sociale de Verkhnia Syrovatka, Natalia Zelenina (photo en début d'article). Depuis le début de la guerre, cette assistante sociale de dix-sept ans d'expérience a aidé onze personnes. Parmi elles, une habitante de 101 ans, Kateryna Alekseevna, que Natalia a accueillie chez elle parce qu'elle craignait pour sa vie : la vieille dame aimait s'asseoir près de la fenêtre, où des éclats d'obus pouvaient la blesser en cas d'explosion. Comme il n'y avait pas de lit supplémentaire dans la maison de Zelenina, l'assistante sociale a installé la retraitée dans son propre lit, dormant elle-même à même le sol. Une semaine après son emménagement, un obus a frappé la cour de sa grand-mère, faisant voler en éclats les portes et les fenêtres.

Natalia Zelenina nous a raconté que du 24 février au 26 mars, lorsque les troupes russes se trouvaient à Verkhnia Syrovatka, elle n'a pratiquement pas dormi parce qu'elle avait peur qu'on lui tire dessus. En même temps, elle ne voulait pas se cacher dans la cave et laisser sa grand-mère seule dans la maison.

“Il y a eu des jours où les explosions étaient permanentes, mais je devais livrer de la nourriture aux gens. J'ai donc demandé à mon mari de me conduire. S'il n'y avait pas d'explosions, je faisais du vélo. Bien sûr, j'étais consciente de tous les risques, mais comment pouvais-je laisser les gens qui comptaient sur mon aide ?

Depuis la fin des hostilités dans la région, le travail de Natalia Zelenina n'a pas diminué. Chaque jour, elle doit rendre visite à plusieurs personnes à qui elle livre non seulement de la nourriture, mais qu'elle aide aussi dans leurs tâches ménagères.

“Aujourd'hui, j'ai rendu visite à quatre personnes. Pendant la journée, j'ai lavé du linge, préparé des repas, acheté des médicaments à la pharmacie, fauché les chemins autour de la maison pour une vieille dame avec une faux à main et planté des concombres. Parfois, quelqu'un me demande de venir l'aider le lendemain, alors que c'est son tour à la fin de la semaine. Je ne peux pas refuser, car je comprends que c'est la saison du jardinage et que tout le monde veut planter à temps. Comment faire pour que tout soit fait ? On voit encore très bien jusqu'à 20 heures, alors je dois souvent rester deux ou trois heures de plus au travail. Mais je n'ai pas le temps de faire quoi que ce soit à la maison”, explique l'assistante sociale.

De tous les travailleurs sociaux avec lesquels nous nous sommes entretenus, Natalia Zelenina est la seule à posséder un vélo électrique, offert par ses enfants. Elle dit qu'il lui permet d'économiser beaucoup d'énergie. Son mari est également d'une grande aide, puisqu'il emmène de sa propre initiative certains retraités à l'hôpital du centre régional, situé à 12 kilomètres du village.

### **Voyages dangereux**

Natalia Adamenko, originaire de la région de Chernihiv, aide les habitants de trois villages frontaliers : Pushkary, où elle vit, et les villages voisins de Kovpyinka et Kremisky Bugor. Elle doit parfois parcourir de longues distances à vélo, voire à pied. Depuis le début des hostilités, Natalia n'a pas quitté son travail un seul jour, même si la région est périodiquement bombardée par des roquettes Grad.

“Effrayant ou pas, je dois y aller. Une fois, j'ai failli être licenciée. Je devais me rendre à Kremisky Bugor pour rendre visite à un vieil homme, mais il m'a appelée pour me dire qu'il était en ville et que je ne devais pas venir. Un peu plus tard, le village a été bombardé”, raconte Natalia.

Bien que la région soit relativement calme aujourd'hui, les villages où Natalia a des protégés sont situés à 10-15 km de la frontière et sont donc régulièrement touchés par des obus. Par conséquent, même les ambulances refusent de se rendre dans les villages. L'une des particularités du travail d'un travailleur social dans l'oblast de Tchernihiv réside dans les longues distances à parcourir.

“Il y a huit kilomètres aller de ma maison à l'une de mes grands-mères à Kovpyntsi. Je m'y rends en vélo. S'il pleut ou s'il neige, c'est mon mari qui me conduit. Mais aujourd'hui, pour la deuxième année consécutive, l'eau est montée près du village et il est impossible de passer, alors je marche... Kremtsky Buhra est plus proche, mais il faut aller tout droit à travers la forêt, ce qui est dangereux parce que les chiens courent partout. Nous avons vu des loups attaquer des chiens domestiques”, explique-t-elle.

Le travail de Natalia Adamenko est similaire à celui des autres femmes que nous avons interrogées : livraison de nourriture et de médicaments, aide aux tâches ménagères et au jardinage. Récemment encore, Natalia a dû apporter de l'eau potable à l'une des vieilles dames de la ville voisine de Kovpynka, car l'eau des puits de la retraitée et de ses voisins, qui vivent à l'autre bout du village, s'était tarie.

“J'avais l'habitude de prendre un bidon de 20 litres à la maison, d'aller chercher de l'eau à une pompe publique située à un kilomètre et demi de là et de l'apporter au retraité. Mais après un reportage à la télévision, le problème de la pompe de puits cassée a été résolu”, explique Natalia.

Natalia travaille comme assistante sociale depuis 14 ans et n'envisage pas de quitter la profession. Elle dit aimer son travail, bien que son salaire soit très modeste, 5500 UAH [126 €] par mois. Le mari de Natalia ne travaille pas et la famille doit donc faire des économies sur tout.

### **Une pierre angulaire du soutien social**

Afin de fournir un soutien social décent à la population, un financement substantiel est nécessaire, car les fonds ne servent pas seulement à payer les salaires des travailleurs sociaux, mais devraient également être utilisés pour financer les prestations pour les personnes âgées, étant donné que les capacités financières de nombreuses catégories de citoyens vulnérables sont extrêmement limitées.

“En avril, je suis allée en ville avec une retraitée dont je m'occupe et elle a acheté pour 2700 UAH [60 euros] de médicaments : cinq injections, quelques pilules et une miche de pain. De nombreuses personnes à mobilité réduite dépensent également beaucoup d'argent pour se rendre à l'hôpital de Novhorod-Siverskyi. Le bus de notre village se rend en ville une fois par semaine, il est donc bondé de passagers, et les pauvres retraités avec leurs cannes ne peuvent tout simplement pas monter à bord. C'est pourquoi de nombreuses personnes âgées sont obligées de louer les services d'un chauffeur avec leur propre moyen de transport. Un tel trajet coûte entre 800 et 900 UAH [18-20 euros]”, nous dit l'assistante sociale.

Vira Temchenko explique que de nombreuses personnes âgées de son village sont obligées de faire des économies sur tout. Même l'eau du puits, qui est gratuite pour leur usage personnel, est utilisée avec parcimonie, afin de ne pas devoir faire appel à un camion pour pomper la fosse d'épuration. De nombreuses personnes âgées aimeraient élever des animaux et des volailles pour éviter d'avoir à acheter du lait, des œufs et de la viande, mais elles ne le peuvent pas car elles ont besoin d'argent pour se nourrir. Selon Vira, de nombreux retraités se souviennent de l'aide financière qu'ils ont reçue de l'ONU au cours de la première année de la guerre. Aujourd'hui, ils ne reçoivent pratiquement plus d'argent.

“Quand on voit comment vivent ces personnes, on se rend compte que la vieillesse ne devrait pas être comme ça. Il faut que les gens atteignent l'âge de la retraite en bonne santé, pour qu'ils ne restent pas seuls avec eux-mêmes et leurs problèmes. C'est pourquoi, en tant que travailleur social, nous essayons de soutenir ces personnes”, ajoute-t-elle.

Il convient de noter que de nombreux travailleurs sociaux en Ukraine sont prêts à faire leur travail de manière désintéressée, même au péril de leur vie, mais pourquoi reçoivent-ils une si maigre rémunération pour leur travail ? Natalia Lomonosova, sociologue et auteur de plusieurs études sur les services sociaux, a répondu à cette question pour *Commons*. Selon elle, les prestataires de services sociaux municipaux sont gérés par les gouvernements locaux, et ce sont donc eux qui doivent payer les salaires des employés. Pour déterminer le salaire, il existe une grille de prix qui constitue le salaire officiel. Or, selon la sociologue, en général, les salaires de la grille sont bas et doivent être révisés.



“Un autre problème est que depuis 2017, les salaires officiels sont liés au minimum vital, et non plus au salaire minimum, comme c'était le cas auparavant. Par conséquent, les salaires officiels les plus bas sont inférieurs au salaire minimum, parfois de plusieurs milliers d'UAH”, explique le sociologue.

Selon Nataliia Lomonosova, si le salaire d'un employé est inférieur au salaire minimum, la loi oblige l'employeur à verser un supplément. C'est ainsi que certaines travailleuses sociales perçoivent aujourd'hui un salaire minimum, sur lequel des impôts sont également prélevés.

Nataliia Lomonosova ajoute que, de leur côté, les municipalités peuvent introduire des paiements supplémentaires à partir du budget local, ainsi que l'amélioration des conditions de travail, par exemple en fournissant aux travailleurs sociaux des bicyclettes électriques et en achetant les véhicules nécessaires au centre de services sociaux. Cela dépend toutefois des priorités des autorités locales et, surtout, du budget de la collectivité. Après la réforme de la décentralisation, les collectivités ont acquis une grande autonomie, alors que leurs ressources dépendent de la présence de grandes entreprises qui sont des contribuables.

Natalia Lomonosova a également ajouté que pour un développement efficace de la politique sociale et de la fourniture de services sociaux, il est nécessaire de développer un réseau de spécialistes dans ce domaine. À l'heure actuelle, le nombre de spécialistes du travail social et de travailleurs sociaux dans le pays est insuffisant, alors que les besoins en la matière sont croissants.

“Récemment, le nombre de personnes en situation difficile a augmenté. De plus, la situation des personnes âgées nécessitant des soins s'est aggravée, car de nombreux membres de leur famille sont partis à l'étranger. Et certains travailleurs sociaux ont également quitté leur communauté”, souligne-t-elle.

Les difficultés économiques, les combats et la destruction des infrastructures aggravent encore la situation des personnes vulnérables. Et malgré tous les obstacles et les maigres salaires, les travailleurs sociaux continuent d'exercer leurs fonctions avec intégrité et courage.

Toutefois, la qualité de l'aide aux personnes vulnérables ne doit pas reposer sur le dévouement de travailleurs individuels et sur les ressources d'une seule communauté. Les besoins et les problèmes fondamentaux des personnes qui, en raison de leur âge et de leurs handicaps physiques, ne sont pas en mesure de s'occuper correctement d'elles-mêmes, doivent être abordés et résolus à un niveau systémique. Or, aujourd'hui, force est de constater que l'aide sociale apportée par l'État est nettement insuffisante.

Dans le même temps, les exemples de travail désintéressé de travailleuses sociales dans de nombreuses régions d'Ukraine montrent que les gens essaient de créer de meilleures conditions pour ceux qui sont dans le besoin, au moins au niveau individuel. Cela signifie qu'il y a de nombreux citoyens dans le pays qui voient clairement le besoin urgent d'améliorer la qualité de vie des gens, et qui comprennent combien il est important de faire quelque chose à ce sujet. C'est un pas en avant vers un changement positif.

---

## **Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine**

---

### **Le Japon et le Cambodge vont déminer ensemble l'Ukraine**

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(7 juillet 2024) Le Japon, en collaboration avec le Cambodge, effectuera des travaux de déminage sur le territoire ukrainien. C'est ce qu'a annoncé la ministre japonaise des affaires étrangères, Yoko Kamikawa, lors de sa visite à Phnom Penh.

Comme l'a fait remarquer M. Kamikawa, un pays qui a vécu une telle expérience sera en mesure d'apporter une contribution significative au déminage de l'Ukraine.

Le Cambodge est considéré comme l'un des leaders mondiaux en matière de technologie de déminage. Après 30 ans de guerre civile, des millions de mines subsistent au Cambodge.

Depuis 1998, le pays collabore avec le Japon pour nettoyer son territoire.

Après 14 mois de guerre, l'Ukraine est devenue le pays le plus miné au monde, dépassant l'Afghanistan et la Syrie (données du groupe de réflexion international Globsec). Près d'un tiers du territoire ukrainien (174 000 kilomètres carrés) est considéré comme miné.

**SEAPEAK STOP PROFITING FROM WAR!**

**THE FOSSIL INDUSTRY IS COMPLICIT**

**SEAPEAK is making money off war and bankrolling Putin, while destroying our planet and our futures!**

**Join us on 23 JULY at 10 AM outside the SEAPEAK office in Glasgow**

**STOP FUNDING RUSSIA'S WAR! REAL SANCTIONS NOW!**

**TUESDAY, 23 JULY, 10 AM  
144 ELLIOT ST, GLASGOW  
G3 8EX**

Organised by Ukraine Solidarity Campaign Scotland

### **Manifestation urgente contre un transporteur de gaz pour Poutine !**

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse

(5 juillet 2024) Les combustibles fossiles détruisent notre climat et financent la guerre. L'entreprise Seapeak, basée à Glasgow, permet au régime de Poutine de poursuivre sa guerre contre l'Ukraine et profite du commerce lucratif du gaz russe.

L'Europe parle de sanctions contre la Russie mais continue d'acheter son gaz, fourni par des navires britanniques et assuré par des entreprises britanniques.

Fin de la complicité ! Mettez fin à l'hypocrisie !

Nous demandons au nouveau gouvernement travailliste de mettre fin aux lacunes qui protègent le commerce des fossiles et de prendre des sanctions efficaces

MAINTENANT !

Seapeak, arrêtez de profiter de la guerre!

---

**[Voir aussi : Le rouage essentiel de la machine de Poutine et comment les entreprises britanniques contribuent à maintenir le flux de gaz russe vers l'Europe](#)**

---

## Une victoire importante pour la solidarité avec l'Ukraine : Le nouveau paquet de sanctions de l'UE interdira le transbordement de GNL russe

*Source : Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine*

(3 juillet 2024) Depuis plus d'un an, une coalition d'organisations en Belgique, menée par Vredesactie, demande la fin des importations et des transbordements de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le port de Zeebrugge.

Après deux mois d'âpres discussions, un accord a été trouvé jeudi (20 juin) entre les 27 ambassadeurs auprès de l'Union européenne. Les nouvelles sanctions étaient en cours de négociation depuis longtemps, mais la Hongrie et l'Allemagne ont longtemps fait obstruction au processus, empêchant l'unanimité. En collaboration avec la Commission européenne, la présidence belge du Conseil a présenté mercredi une nouvelle proposition de compromis, qui vient d'être acceptée. D'une certaine manière, le timing était parfait du point de vue de la politique belge : la Nouvelle Alliance flamande (NVA, parti nationaliste de droite en Flandre) était opposée aux sanctions concernant le GNL russe. Un gouvernement fédéral dirigé par une alliance entre la NVA et le Mouvement réformateur francophone (MR) aurait probablement bloqué la question.

Outre les sanctions dans le domaine de l'énergie, le Conseil approuvera également des mesures visant à cibler la flotte fantôme de pétroliers russes et à punir les entreprises de pays tiers, dont la Chine, qui ont aidé la Russie à contourner les restrictions commerciales antérieures.

Les détails de ces mesures ne sont pas encore connus. Les points d'accord doivent encore être formulés juridiquement et l'accord sera formellement adopté par les ministres européens réunis en Conseil Affaires étrangères ce lundi à Luxembourg.

Dans un message publié sur son compte X (ex-Twitter), la Présidence belge a déclaré que “ce paquet prévoit de nouvelles mesures ciblées et maximise l'impact des sanctions existantes en comblant les lacunes”. Il devrait contenir des dispositions visant à empêcher certaines entreprises de contourner les sanctions existantes en utilisant des filiales dans des pays tiers. Les exportations de biens technologiques civils et militaires à double usage seront également visées et une centaine de nouveaux noms devraient s'ajouter à la liste des personnes et entités sanctionnées.

Surtout, pour la première fois depuis le début de la guerre, les États membres de l'UE se sont mis d'accord pour cibler le secteur du gaz naturel russe, et plus particulièrement celui du gaz naturel liquéfié, avec des mesures affectant les importations et les investissements, et une interdiction du transbordement de GNL dans les ports de l'UE. Alors que des sanctions existent déjà contre le charbon et le pétrole russes, le gaz a jusqu'à présent été épargné. L'UE a également décidé d'interdire le financement de la construction de terminaux GNL russes dans la région de la Baltique et dans le nord de la Russie.

Avant l'invasion, Moscou était le premier fournisseur de méthane de l'UE, les importations russes représentant 40 % de la consommation intérieure de l'Union. Ce chiffre est tombé à 15 % en 2023, répartis entre les livraisons par gazoduc (8 %) et le GNL transporté par navire-citerne (7 %). Parmi ces derniers, environ un cinquième est réexporté vers des pays hors de l'UE, selon le think tank américain IEEFA, qui estime que “l'interdiction de ces transbordements n'affecte pas la sécurité d'approvisionnement de l'UE et empêchera la Russie d'utiliser les terminaux de l'UE à son profit”.

Une fois en vigueur, cette mesure devrait particulièrement affecter le terminal de Fluxys à Zeebrugge, qui est l'une des trois principales portes d'entrée du gaz naturel liquéfié russe dans l'Union européenne, avec Bilbao en Espagne et Montoir-de-Bretagne en France. En 2015, le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel belge a signé un contrat avec la société russe Yamal LNG, en vertu duquel une partie des



installations de Zeebrugge serait utilisée - un cinquième réservoir de 180 000 m3 a été construit spécialement à cette fin - pour décharger les méthaniers brise-glace russes du vaste champ gazier de Yamal en Sibérie, avant de réexpédier le gaz sur des méthaniers conventionnels à destination des marchés asiatiques.

Selon l'ONG [Bond Beter Leefmilieu](#), environ 90 % du GNL russe arrivant à Zeebrugge est expédié ailleurs. Le contrat Yamal rapporte à Fluxys 50 millions d'euros par an. Cela représente près de 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. Etant donné que le contrat court jusqu'en 2039, une interdiction de transbordement représenterait une perte de 750 millions d'euros pour le groupe.

On ne connaît pas encore les termes exacts de cette sanction, et notamment dans quelle mesure elle peut être utilisée pour résilier unilatéralement les contrats entre les ports gaziers européens et leurs clients russes, sans devoir leur verser d'indemnités. Fluxys dit attendre de voir le texte de l'accord avant de réagir. "Nous voulons d'abord l'analyser et voir quel impact il aura sur nos contrats", déclare Thierry Vervenne, porte-parole de Fluxys. "Bien entendu, nous nous y conformerons."

## Position de la CES sur l'Ukraine

Source : <https://etuc.org/en/document/ensuring-security-new-impulse-peace-needed>

(Extrait de la résolution sur la paix, 1er juillet 2024) La CES réitère sa ferme condamnation de la guerre russe contre l'Ukraine. Les syndicats appellent au retrait des troupes russes, rejettent la guerre et s'engagent à rétablir le dialogue, la coopération entre les Etats et le consensus social indispensable à une paix durable. La CES appelle l'UE et les gouvernements à participer à une conférence de paix internationale pour la résolution de la guerre d'agression contre l'Ukraine et à une conférence de paix internationale d'après-guerre pour la poursuite des crimes de guerre. La CES soutient également le Pacte environnemental pour l'Ukraine.

## UNISON vote en faveur de l'Ukraine

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine, Écosse

(1er juillet 2024) Cette semaine, la conférence annuelle des délégués du plus grand syndicat du Royaume-Uni, Unison, qui compte 1,4 million de membres, a voté à une large majorité pour soutenir la lutte de l'Ukraine et s'affilier à l'USC UK (voir le [bulletin d'information numéro 10](#)

pour plus de détails). Le nombre total de membres affiliés à l'USC est ainsi multiplié par sept. Le mouvement d'affiliation au sein du syndicat a été initié et mené par la branche du South Lanarkshire et les membres du Conseil écossais, tous deux déjà affiliés à l'USC Écosse. Mais il ne s'agit que d'une première étape. L'affiliation n'est pas un badge à afficher sur nos pages de médias sociaux, mais un moyen de mobiliser les membres du syndicat à tous les niveaux pour apporter une aide concrète à nos frères et sœurs ukrainiens, attaqués quotidiennement par les missiles russes. Félicitations !



---

## Il est temps d'aider l'Ukraine à gagner

Source : Labour Hub

(29 juin 2024) Christopher Ford, secrétaire de Ukraine Solidarity Campaign et membre du Walthamstow Constituency Labour Party, présente une déclaration sur l'Ukraine publiée par six députés travaillistes et un certain nombre de dirigeants syndicaux et de militants.

L'Ukraine se trouve dans la zone de danger, coincée entre de nouvelles attaques de la Russie et des changements électoraux qui pourraient amener au pouvoir des forces d'extrême droite qui menaceraient de poursuivre l'aide.

Lors des élections générales au Royaume-Uni, l'Ukraine n'a été évoquée qu'en relation avec les opinions de Nigel Farage, le Mosley du magasin de livres. Alors que tous les partis, à l'exception de Reform UK, déclarent leur soutien à l'Ukraine, aucun n'explique ce que cela signifiera en termes d'aide à la victoire de l'Ukraine.

Pourtant, son absence de l'agenda électoral ne diminue en rien le rôle central de l'Ukraine dans la résistance à l'axe de réaction auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Six députés travaillistes, des dirigeants syndicaux et des militants ukrainiens ont publié une déclaration claire appelant le nouveau gouvernement à prendre des mesures énergiques pour contribuer à gagner la guerre. Lancée en Ukraine dans la revue *Krytyka*, cette déclaration est un appel radical au Labour pour qu'il fasse preuve de leadership dans une situation où le changement progressif au Royaume-Uni pourrait être une lueur d'espoir au milieu de la régression dans certaines parties de l'Europe et des États-Unis.

### Ukraine : Élections générales de 2024 : Il est temps de changer pour aider l'Ukraine à gagner

Les élections générales se déroulent à un moment où l'Ukraine est à la croisée des chemins et où se joue le sort de cette bataille clé entre la démocratie et le nouvel autoritarisme. La guerre contre l'Ukraine devrait être une question clé de l'élection, et le **4 juillet devrait être une occasion de changement pour aider l'Ukraine à gagner et à garantir une paix juste.**

Nous avons assisté à de nouvelles offensives russes, à des attaques accrues contre les civils et les infrastructures, une situation aggravée par les retards de l'aide dus à l'obstruction des forces d'extrême droite telles qu'Orban et Trump.

Les récentes avancées de l'extrême droite en Europe et le risque d'une présidence Trump constituent une menace sérieuse pour l'Ukraine et la démocratie dans le monde, et renforcent les efforts de Poutine pour saper le soutien international continu à l'Ukraine.

En tant que **candidats parlementaires et représentants du mouvement syndical**, nous déclarons notre solidarité avec le peuple ukrainien, y compris ses syndicats, qui résistent contre vents et marées à l'impérialisme russe.

Nous demandons au nouveau gouvernement de prendre les mesures clés suivantes pour aider l'Ukraine.

1. **Des armes pour gagner : L'Ukraine a été** rendue vulnérable par le fait qu'on lui a fourni juste assez d'armes pour l'aider à *résister à la* Russie, mais **pas pour la vaincre**. Le Royaume-Uni doit jouer un rôle de premier plan pour obtenir un changement, afin que l'Ukraine reçoive toutes les armes nécessaires pour permettre aux Ukrainiens de libérer l'ensemble du pays et de mettre fin à l'occupation.
2. **Cesser de vendre du matériel militaire : il est** scandaleux que, depuis l'invasion totale, le gouvernement conservateur ait vendu plus de 1 044 véhicules militaires et 48 avions ; cette pratique doit cesser. Les équipements qui doivent être remplacés, tels que les chars Challenger 2, les chars légers Scimitar, les véhicules Warrior et les avions Typhoon, doivent être donnés à l'Ukraine.

3. **Justice pour les crimes de guerre :** La Russie mène une guerre d'agression illégale contre une nation souveraine, sans précédent en Europe depuis 1945. Les forces de l'État russe ont perpétré des crimes de guerre et d'autres atrocités à une échelle effroyable, avec plus de 108 904 cas recensés par l'Ukraine. Des mesures urgentes doivent être prises pour convoquer un tribunal international chargé de juger les crimes de guerre afin que les dirigeants et les militaires russes rendent compte de leurs actes.
4. **Annuler la dette et saisir les actifs russes :** La dette de l'Ukraine s'élève à 100 milliards de dollars. Il est injuste qu'une nation qui lutte pour sa survie doive assurer le service de la dette. Le nouveau gouvernement britannique doit saisir les avoirs gelés des particuliers et des banques centrales russes et les redistribuer à l'Ukraine. Tout en se félicitant que les 50 milliards de dollars d'actifs financiers russes à l'Ouest soient réaffectés à l'Ukraine, les 300 milliards de dollars au total devraient être redistribués.
5. **Une reconstruction socialement progressiste :** L'Ukraine mérite une reconstruction juste et socialement progressiste à laquelle les syndicats et la société civile peuvent participer démocratiquement. Le soutien international devrait contribuer à rétablir et à étendre les soins de santé universels, l'éducation, à reconstruire des logements abordables et des infrastructures publiques, à garantir des emplois et des conditions de travail décentes. Les conseillers du gouvernement britannique ne devraient plus être utilisés pour soutenir des réformes rétrogrades des droits syndicaux et du travail.

Nous appelons à une solidarité renouvelée et élargie pour aider l'Ukraine à obtenir une paix juste ; le 4 juillet, commençons à en faire une réalité.

**Clive Lewis**, ancien député travailliste de Norwich South, candidat parlementaire

**Nadia Whittome**, ancienne députée travailliste de Nottingham East, candidate parlementaire

**Rachel Maskell**, ancienne députée travailliste de York Central, candidate parlementaire

**Kim Johnson**, ancien député travailliste de Liverpool Riverside, candidat parlementaire

**John McDonnell**, ancien député travailliste de Hayes & Harlington. Candidat au Parlement.

**Ian Lavery**, ancien député travailliste de Wansbeck, candidat au Parlement.

**Chris Kitchen**, secrétaire général du syndicat national des mineurs

**John Moloney**, secrétaire général adjoint, Public and Commercial Service Union, (à titre personnel).

**Simon Weller**, secrétaire général adjoint, ASLEF, le syndicat des conducteurs de train, (à titre personnel)

**Vicky Blake** University and Colleges Union, National Executive et ancienne présidente, (à titre personnel).

**Oksana Holota**, représentante de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine

**Yuliya Yurchenko**, représentante de *Sotsialny Rukh* (Mouvement social) d'Ukraine

**Mariia Pastuk**, directrice du CIC *Vsesvit*, collectif de solidarité ukrainien, Londres.

**Christopher Ford**, secrétaire de la campagne de solidarité avec l'Ukraine.

## Oiseaux de la liberté pour l'Ukraine

Source : <https://www.freedombirds.help/>

(27 juin 2024) Nous avons le plaisir de vous annoncer que, grâce à votre soutien, la collecte de fonds pour l'achat d'un véhicule destiné aux scouts du 206e bataillon séparé de la défense territoriale de l'AFU a été couronnée de succès ! La majorité des fonds ont été généreusement offerts par un donateur anonyme. Nous lui adressons nos plus sincères remerciements, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué. Nous passons maintenant au processus d'acquisition.





Un véhicule tout-terrain fiable est essentiel pour les défenseurs de la ligne de front. Il est utilisé pour évacuer les blessés et transporter l'équipement essentiel et est souvent soumis aux bombardements et aux dommages. Grâce à votre aide, les scouts héroïques recevront un véhicule de remplacement indispensable pour remplacer leur vieux véhicule endommagé !

Votre aide sauve des vies !

## Collectifs de solidarité : Nous avons un nouveau compte PayPal pour l'aide humanitaire

(28 juin 2024) Tous les deux mois environ, notre équipe de Solidarity Collectives part en mission humanitaire dans les territoires de la ligne de front. Pour les personnes qui ont fui ou même complètement perdu leur maison à cause des bombardements de l'armée russe, nous apportons des appareils ménagers, des literies, de la vaisselle, des produits d'hygiène et bien d'autres choses encore. Tout cela nécessite un financement. C'est pourquoi nous disposons d'un compte séparé réservé à l'aide humanitaire. Cependant, PayPal a décidé que cela allait à l'encontre de ses directives et l'a bloqué. Quelles règles avons-nous enfreintes ? PayPal ne nous a jamais donné d'explication.

Alors que nous planifions deux missions humanitaires dans les régions de Kharkiv et de Donetsk, nous avons découvert que les fonds pour ces missions étaient bloqués. Malgré ce contretemps, nous avons



réussi à organiser l'une d'entre elles. L'équipe vient de rentrer d'un voyage à Kupyansk et Druzhkivka, mais de nouveaux voyages sont également prévus. C'est pourquoi nous aimerions annoncer la création d'un nouveau compte humanitaire et vous inviter à soutenir ce domaine extrêmement important de notre travail. Après tout, il s'agit d'aider ceux qui en ont le plus besoin.

New PayPal : [humanitarian.aid.solcol@gmail.com](mailto:humanitarian.aid.solcol@gmail.com) Monobank : 4441114457669701

Bocal : <https://send.monobank.ua/jar/uiSZk8CmM>

## Giuditta Rescue Team : une main tendue vers l'Ukraine

Source : MicroMega. Traduction : Dick Nichols

(27 juin 2024) Au cœur de la crise humanitaire en Ukraine, une nouvelle force émerge de l'union d'un petit groupe de volontaires déterminés : le [Giuditta Rescue Team](#). Cette association est née de l'inspiration et du courage de [Ludovico Gualano](#), qui a décidé de mettre en pratique les valeurs de sauvetage et de solidarité en relevant les défis directement sur le terrain. Le dimanche 30 juin, à [Segrate](#), aura lieu, avec tous ceux qui sont solidaires du peuple ukrainien et de sa résistance à l'invasion, une rencontre participative et inclusive de différentes entités et organisations sur la valeur de la solidarité internationale et sur la construction de réseaux d'aide (voir l'affiche).

Le voyage de Ludovico a commencé par une mission en solitaire dans les zones de guerre de l'Ukraine, transportant des médicaments, du matériel de premiers



secours et d'autres produits de première nécessité. De Lviv à Kyiv, il a distribué de l'aide humanitaire, aidé à la reconstruction des villages libérés et sauvé des animaux abandonnés. Cet engagement s'est transformé en un réseau de collaborations qui a donné naissance à la Giuditta Rescue Team, un groupe de bénévoles travaillant en étroite collaboration avec des associations locales en Italie et en Ukraine. La mission de la Giuditta Rescue Team se distingue par sa capacité à atteindre les zones les plus reculées et déchirées par les conflits, en apportant une aide concrète et immédiate à ceux qui en ont le plus besoin.

En collaboration avec l'association d'amitié Italie-Ukraine de [Cernusco sul Naviglio](#), l'équipe a lancé de nombreux projets de soutien humanitaire. L'un d'entre eux est la Caravane de la solidarité pour l'Ukraine, une initiative en cours de préparation qui vise à apporter de la nourriture, des aliments pour animaux, des médicaments, du matériel médical et tactique, des outils de travail et des dispositifs énergétiques tels que des banques d'énergie et des générateurs à la population de la capitale ukrainienne. La situation en Ukraine est dramatique, avec des bâtiments résidentiels, des lieux publics et des infrastructures gravement endommagés. Alors que les projets institutionnels sont souvent incapables d'atteindre les zones les plus isolées, l'intervention des volontaires de la Giuditta Rescue Team est cruciale. Leur présence sur le terrain leur permet d'offrir un soutien immédiat et tangible, faisant la différence pour de nombreuses vies.

L'équipe ne se contente pas de sauver des personnes. Un autre aspect important de leur travail est le sauvetage des animaux domestiques, victimes souvent oubliées du conflit. Effrayés, affamés et parfois blessés, ces animaux trouvent un abri grâce aux efforts coordonnés de l'équipe de sauvetage de la Giuditta avec des associations ukrainiennes. Lors de la première mission, Ludovico a collaboré avec le Solidarity Collective à Kherson, aidant à sauver les animaux affectés par les inondations causées par l'explosion du barrage de Nova Khakovka.



En plus du travail sur le terrain, l'équipe de sauvetage de Giuditta a lancé plusieurs campagnes de collecte de fonds et de matériel. Grâce à la méthode du “caddie suspendu” [crowdfunding d'un caddie virtuel], tout le monde peut faire don de matériel médical et médico-militaire indispensable pour assurer des soins vitaux à ceux qui en ont le plus besoin. Les appels de l'équipe ne se limitent pas aux produits de première

nécessité, mais comprennent également des outils, des vêtements de travail et des appareils énergétiques, tous indispensables au maintien de la vie quotidienne dans les zones les plus touchées.

La mission de la Giuditta Rescue Team se poursuit grâce au soutien de nombreux bénévoles et donateurs, unis par le désir de faire la différence à un moment de grande difficulté pour le peuple ukrainien. Avec le projet de la Caravane de la solidarité en Ukraine, l'équipe prouve une fois de plus que la solidarité ne connaît pas de frontières. Même dans les moments les plus sombres, quand beaucoup se détournent, l'équipe de secours Giuditta offre de l'espoir et une aide concrète à une population assiégée depuis plus de deux ans.

---

## Les normes sociales doivent être respectées dans les négociations d'adhésion

Source : Confédération européenne des syndicats

(25 juin 2024) Les syndicats demandent que les normes sociales et de travail de l'Union européenne soient pleinement respectées lors des négociations d'adhésion de l'Ukraine, de la Moldavie et du Monténégro.



Suite à la [décision](#) du Conseil européen de décembre d'ouvrir les négociations d'adhésion, la première conférence d'adhésion pour chacun des trois pays se tient aujourd'hui et demain.

La Confédération européenne des syndicats (CES) affirme qu'il faut tirer les bonnes leçons des défis sociaux et économiques qui ont surgi lors des précédents processus d'adhésion.

L'organisation patronale [SGI Europe s'est jointe à la](#) CES pour demander à l'UE de faire davantage pour aider l'Ukraine à réaliser les avancées significatives nécessaires en matière de politique sociale pour qu'elle progresse vers l'adhésion.

Les syndicats d'Ukraine et de Moldavie ont rejoint la CES en 2022 dans le cadre des efforts visant à aider ces pays à atteindre les normes sociales et de travail nécessaires à une adhésion réussie à l'UE.

La secrétaire confédérale de la CES, Tea Jarc, a déclaré

“Les syndicats souhaitent que l'adhésion de l'Ukraine, de la Moldavie et du Monténégro soit un succès pour les travailleurs de ces pays ainsi que pour ceux des membres actuels de l'Union européenne.

“Cela signifie que les normes sociales et de travail de l'UE doivent être pleinement respectées lors des négociations d'adhésion, et qu'aucun accès partiel au marché unique n'est possible tant que les pays n'ont pas atteint les normes requises.

“Venant des Balkans occidentaux, je sais que les syndicats devront être impliqués de manière significative dans le processus d'adhésion. Pas seulement sur le papier comme par le passé.

“En particulier, les syndicats doivent avoir un rôle à jouer dans les décisions relatives à l'utilisation des fonds de l'UE destinés à faciliter le processus d'adhésion.

“Ce serait un premier pas important vers la normalisation du système de dialogue social entre les syndicats, les employeurs et les décideurs politiques, qui est fondamental pour l'économie de l'UE.

“Nous ne pouvons pas prendre des décisions d'adhésion uniquement en fonction du degré d'alignement des pays sur les politiques étrangères et de sécurité de l'UE si nous voulons que ce processus soit un succès économique ou social.

---

## University and College Union s'affilie à la campagne de solidarité avec l'Ukraine mais s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine

Par Elizabeth Lawrence

(20 juin 2024) L'University and College Union (UCU) a voté en faveur de l'affiliation à la campagne de solidarité avec l'Ukraine : nous publions ici un compte-rendu du débat de la conférence.

Tout cela s'est déroulé le mercredi 29 mai.



Dans la matinée, le rapport de la Commission des affaires du Congrès a été remis en question afin de réinscrire à l'ordre du jour l'amendement de l'UCU City and Islington College. Cet amendement a été adopté par 159 voix pour, 76 contre et 33 abstentions. Cet amendement rétabli supprime la référence à “et militaire” en ce qui concerne l'aide et insère un appel à un cessez-le-feu immédiat.

La motion de solidarité a été proposée par Gregory Schwartz de l'université de Bristol et appuyée par Alan Reeve de l'université d'Oxford Brookes.

Le premier amendement débattu est celui du Comité permanent des femmes membres (WMSC). Il est présenté par Vicky Blake.

Il y a eu une certaine confusion politique au sein du WMSC concernant la

collaboration avec les syndicats ukrainiens, peut-être liée à la propagande du Kremlin selon laquelle les syndicats libres sont liés à la CIA ou que les syndicats ukrainiens ne devraient pas être soutenus parce qu'ils sont “pro-guerre”. Il y a donc eu une proposition de reprendre cet amendement en partie, mais elle a été rejetée. Cette proposition n'avait pas été acceptée par le WMSC. L'amendement a été adopté.

Il y a eu un vote sur l'amendement City et Islington. Il est adopté par 141 voix pour, 107 voix contre et 14 abstentions.

Au cours du débat sur la motion, deux propositions ont été faites pour procéder à un vote partiel. Il s'agissait essentiellement d'une forme d'amendement sournois visant à éliminer certaines parties de la proposition.

Grant Buttars, du Comité exécutif national (CEN) de l'UCU, propose de procéder à un vote séparé sur la phrase relative à l'affiliation à la campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC). Bien qu'il ait été convenu de procéder à un vote séparé, le vote sur cette partie de la motion a été adopté par 115 voix pour, 108 voix contre et 29 abstentions. L'UCU a donc voté en faveur de l'affiliation à l'USC.

L'autre proposition de vote par parties consistait à mettre séparément le point 7, le vote sur le soutien à l'appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU). Cette partie de la motion est également adoptée.

Qu'en est-il donc de l'UCU ? Le seul point positif est que l'UCU a accepté de s'affilier à l'USC. Cela signifie que nous pouvons demander un stand et une réunion officielle en marge du Congrès de l'UCU 2025. Il devrait également être plus facile de faire de la publicité pour les événements de l'USC dans l'emailing UCU Friday envoyé aux responsables de branches et aux militants. Peut-être pourrions-nous également inviter les responsables nationaux de l'UCU à participer à une délégation en Ukraine.

Il a également soutenu l'appel des syndicats ukrainiens, qui demande une aide militaire et humanitaire. Néanmoins, l'amendement du City and Islington College a été adopté et a supprimé “et militaire” dans la description de l'appel dans le texte de la motion. Il peut donc y avoir une marge d'interprétation et d'argumentation sur ce que nous avons convenu ici. Ainsi, dans ce sens, l'UCU est toujours dans le pétrin d'avoir une politique contradictoire sur l'Ukraine.

Au cours du débat, nous avons eu droit à des discours stupides ou malhonnêtes de la part de délégués qui croyaient ou prétendaient être solidaires des Ukrainiens (nous n'avons heureusement pas eu droit à des références aux Ukrainiens « ordinaires » cette année) tout en se prononçant contre l'aide militaire à l'Ukraine. Un délégué nous a également informés que puisque nous ne demandons pas d'armes pour les Palestiniens, nous ne devrions pas soutenir les armes pour l'Ukraine. Il y a un manque de compréhension





ou un refus de reconnaître que l'aide humanitaire sans couverture militaire, telle que les défenses anti-aériennes, pourrait être détruite lors de raids de bombardement avant d'atteindre ses destinataires.

Nous devons réfléchir, au sein des membres de l'UCU pour l'Ukraine, à la manière d'utiliser cette motion pour développer le travail de solidarité avec l'Ukraine au sein de l'UCU. Le texte final de la motion telle qu'amendée est le suivant :

***Proposition de fond***

*Le Congrès déclare son soutien au droit du peuple ukrainien à l'autodétermination et à l'autodéfense.*

*Il salue la résistance continue du peuple ukrainien, y compris de ses syndicats, à l'invasion et à l'occupation impérialistes russes.*

*Le Congrès décide de construire une solidarité avec l'Ukraine et son mouvement syndical, y compris :*

- 1. soutien aux appels financiers pour des projets médicaux, éducatifs et humanitaires*
- 2. Soutien aux réfugiés ukrainiens*
- 3. rassemblements et manifestations de solidarité*
- 4. organiser des webinaires pour nous informer sur l'Ukraine*
- 5. encourager les jumelages avec des universités et des établissements d'enseignement supérieur ukrainiens*
- 6. exiger le retrait des troupes russes du territoire ukrainien*
- 7. soutient l'appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine invitant le mouvement syndical international à demander aux gouvernements de continuer à fournir une aide humanitaire à l'Ukraine*
- 8. appeler à un cessez-le-feu immédiat*
- 9. L'UCU se joindra à la Confédération des syndicats libres d'Ukraine et soutiendra le projet COVAW-II pour une mise en œuvre intersectionnelle complète de la Convention d'Istanbul en Ukraine. Le conflit est à l'origine de violences invisibles et visibles à l'encontre des femmes et des enfants, des femmes lgtbq+ et des femmes handicapées, notamment la séparation des familles, l'exploitation, la violence fondée sur le genre, le viol, l'absence de soins menstruels, le risque de dommages physiques et de blessures, l'absence de soins de grossesse (ante-natals et post-natals) et l'accès limité à la santé sexuelle et génésique.*

*Le Congrès décide de s'affilier à la campagne de solidarité avec l'Ukraine et d'encourager les sections et les régions à inviter des orateurs de l'USC à leurs réunions.*

---



## COMMUNIQUÉ

Paris, le 30 juin 2024

L'arrivée du RN au gouvernement en France serait un atout majeur pour Poutine, ferait son jeu, apporterait un appui à Trump, et pourrait avoir, en aggravant ou en relançant les restrictions, hésitations et ambiguïtés des gouvernements occidentaux, des implications directes sur le déroulement de la guerre. Le destin du peuple ukrainien résistant à l'invasion impérialiste russe et le destin du peuple français confronté à une crise de régime majeure offrant la possibilité au RN de gouverner, sont aujourd'hui liés.

Aujourd'hui, c'est hélas plus clair encore.

Bardella, premier ministre putatif, a déclaré ne pas pouvoir revenir sur la décision de livrer des armes à l'Ukraine ; toutefois il précise qu'il ne fournira que des armes « défensives » à portée réduite. Il s'agit de protéger les arrières de l'envahisseur et de lier les mains à l'Ukraine pour la livrer à son agresseur russe.

Marine Le Pen vient de dire que le Président n'était pas le chef des armées (un titre honorifique) et donc que seul le premier ministre décide.

Le fait que quatorze candidats RN ont été ou sont directement liés au pouvoir russe ne peut évidemment pas être étranger à cette position.

En marge du prêt russe au RN, 255 000 euros ont été versés sur une fondation en échange d'interventions en faveur de Poutine au Parlement européen (source Médiapart). Faut-il encore s'attendre à d'autres révélations de forfaitures ?

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine affirme que la défense de l'Ukraine et le combat pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir en France sont liés.

Au premier tour nous avons appelé à voter Nouveau Front Populaire sur la base de son programme dont nous rappelons ici le passage concernant l'Ukraine:

« Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen.

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix. »

En toute logique, le Comité français du RESU appelle à battre les candidats RN au deuxième tour.

L'heure n'est plus à l'hésitation

Toutes celles et tous ceux qui ne feraient pas clairement barrage au RN porteraient une lourde responsabilité.

Le premier droit d'un peuple c'est sa liberté et sa faculté à décider pour lui-même.

Nous le voulons aussi bien pour le peuple ukrainien que pour nous-mêmes.



## Un moment fort de solidarité avec l'Ukraine au congrès de la FSESP

Source : FSESP

(19 juin 2024) Voir :

<https://x.com/EPSUnions/status/1803321634343797112>

---

# Manifeste des Verts écossais pour les élections générales au Royaume-Uni

Source : <https://greens.scot/sites/default/files/SGP-Westminster-Manifesto-2024-web.pdf>

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en janvier 2022 a été une attaque brutale et non provoquée contre une nation indépendante. Deux ans plus tard, elle continue d'avoir des répercussions mondiales. L'invasion a entraîné une hausse immédiate des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, exacerbant la crise du coût de la vie et soulignant la fragilité de l'économie mondiale. L'horrible tribut payé par le peuple ukrainien va cependant bien au-delà de ces chocs économiques et les Verts écossais sont fiers de continuer à offrir leur soutien indéfectible à leur lutte pour la liberté. C'est au peuple ukrainien et à ses représentants élus de décider des moyens à mettre en œuvre pour résister à l'agression russe, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international.

Les Verts écossais continueront à faire pression :

- Des sanctions plus larges et plus efficaces contre les régimes russe et biélorusse, y compris les entreprises et organisations soutenues par l'État et liées à Poutine et à ses proches collaborateurs.
- Des lois commerciales plus strictes pour s'attaquer aux moyens par lesquels les entreprises contournent actuellement les sanctions pour poursuivre leurs échanges avec la Russie, par exemple en transférant des marchandises via des pays tiers.
- Renforcement des lois sur les marchés publics afin de disqualifier les entreprises qui ont continué à opérer en Russie ou à coopérer avec ses institutions publiques depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine.
- Action contre les entreprises basées au Royaume-Uni qui continuent à permettre les exportations de combustibles fossiles russes, y compris l'option de leur fermeture.
- Allègement de la dette internationale pour l'Ukraine.

---

## Lutte des travailleurs au Belarus

---

### Bélarus : des femmes en cage

Source : Centre des droits de l'homme de Viasna

(25 juin 2024) Dans la colonie pénitentiaire pour femmes n° 4, de nombreuses punitions humilient la dignité humaine. L'une d'entre elles consiste à placer les prisonnières politiques dans une "cage" exposée au public.

Il s'agit d'une véritable cage d'un mètre et demi de long et de deux mètres de large. La cellule est située entre la zone résidentielle et la zone industrielle, sur les marches devant la porte de l'usine. Il s'agit d'une cage rectangulaire avec des barreaux métalliques, semblable à celles dans lesquelles les personnes sont enfermées pendant les procès.

Souvent, les femmes y sont placées spécialement pendant l'hiver, afin que la punition soit ressentie plus intensément. Elles y restent généralement entre une et trois heures, certaines prisonnières politiques allant jusqu'à quatre heures.

---

### Défis et difficultés de l'opposition biélorusse : Entretien avec Tatsiana Chulitskaya



Source : Meridiano 13. Traduction : Dick Nichols

Par Francesco Brusa

(19 juin 2024) Avec l'invasion russe de l'Ukraine, le présent et l'avenir de la petite république de Biélorussie apparaissent également de plus en plus problématiques et "en suspens". La répression d'Aleksander Lukashenko, au pouvoir depuis 30 ans, s'est intensifiée depuis les grandes manifestations de 2020 et ne semble pas vouloir s'arrêter, malgré le silence de la communauté internationale. Des dizaines de milliers de personnes partent à l'étranger, tant pour des raisons économiques que pour échapper à l'emprisonnement et aux persécutions, tandis que des troupes de l'armée de Poutine ainsi qu'une partie de l'arsenal nucléaire de Moscou sont entrés dans le pays.

Officiellement, cependant, le Belarus n'est pas en guerre avec Kyiv et, de fait, la rhétorique gouvernementale tente parfois de présenter l'exécutif de Minsk comme un médiateur possible entre les deux parties. Dans la pratique, cependant, la dépendance à l'égard de la Russie semble s'accroître et le sort des deux régimes semble de plus en plus lié dans un horizon d'incertitude.

Entre-temps, l'opposition biélorusse à l'étranger - dirigée par Svyatlana Cichanoŭskaja, mais composée de nombreuses réalités, associations et individus - discute des mouvements et actions possibles pour favoriser une transformation du pays, et mène une bataille constante en faveur des prisonniers politiques (près de 1400, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Viasna96).

Nous en avons parlé avec la militante et chercheuse en sciences sociales Tatsiana Chulitskaya (photo), qui étudie la capacité de la communauté biélorussienne à se mobiliser à partir de la base et qui a récemment été condamnée par contumace avec vingt autres intellectuels et chercheurs indépendants par le tribunal de Minsk.



## **Commençons par la guerre en Ukraine, qui est entrée dans sa troisième année. Comment cet événement influence-t-il la lutte de l'opposition biélorussienne ?**

*De facto*, le Belarus est un pays co-agresseur de l'Ukraine, au-delà des nuances qui le séparent de la Russie. Cela a clairement changé l'attitude à l'égard du pays et des citoyens biélorussiens.

Avant 2022, en coupant à la hache, le peuple biélorusse était perçu à l'extérieur de deux manières distinctes : soit il était fondamentalement inconnu de la plupart des gens, soit il était perçu de manière tendanciellement positive, comme un peuple luttant courageusement contre l'autoritarisme de son gouvernement et contre les violations des droits de l'homme. Avec le début de l'invasion, il reste toujours une partie de la population qui n'est pas consciente de ce qui se passe, mais d'un autre côté, une partie de ceux qui avaient auparavant une attitude positive est devenue plus critique, voire agressive (du moins dans une certaine mesure).

Sur le plan politique, les gouvernements occidentaux en général semblent comprendre qu'une différence doit être maintenue entre le gouvernement biélorussien et le peuple biélorussien qui se bat pour son indépendance, son identité et, fondamentalement, pour son droit à la liberté.

Toutefois, en particulier pour les gouvernements du nord-est tels que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, l'évolution de la situation dans la région en termes de sécurité frontalière a entraîné un changement d'attitude pratique à l'égard des Biélorussiens. De nombreuses restrictions ont été introduites au niveau législatif et l'attitude des gens a également changé : depuis que la guerre a éclaté, il est peut-être devenu plus difficile pour certains Biélorussiens de louer un appartement à Vilnius ou à Riga, etc. Il s'agit là d'exemples modestes mais significatifs.

### **Quelle est la situation pour ceux qui se trouvent sur le territoire du Belarus ?**

C'est beaucoup plus compliqué. Les étrangers doivent toujours faire face à un environnement plus ou moins libre et démocratique, où l'on peut légalement s'opposer à des décisions injustes et où un minimum de droits sont garantis.

Au Belarus, en revanche, les gens se trouvent pris dans une sorte de paradoxe : ils vivent dans un pays autoritaire, dans lequel, dans les conditions actuelles, on ne peut pas faire grand-chose (on ne peut pas protester parce qu'on finit en prison, les manifestations de dissidence civique sont interdites, seule la clandestinité subsiste, etc.), mais en même temps, on ne peut même pas se rendre facilement à l'étranger, parce qu'il est compliqué d'obtenir un visa.

En outre, la question de la propagande russe qui s'est développée récemment dans le pays se pose également, et il ne s'agit pas seulement de propagande par le biais des médias, mais aussi en termes éducatifs et religieux (l'Église orthodoxe fait preuve d'un certain engagement à cet égard).

Vivre au Belarus aujourd'hui, du point de vue des gens ordinaires, signifie réellement se trouver dans une zone grise, que les gens soient en faveur d'un changement démocratique ou non.

### **Dans l'une de vos recherches, vous affirmez qu'il existe un fossé croissant entre les Biélorussiens de l'extérieur et ceux de l'intérieur. Comment ce fossé peut-il être comblé et pourquoi est-il important de le faire ?**

Malheureusement, ou heureusement, la situation du Belarus n'est pas unique au monde. Je pense à la Turquie, à l'Iran ou à l'Azerbaïdjan : des contextes autoritaires dans lesquels une grande partie de l'opposition démocratique biélorussienne a dû se réfugier à l'étranger.

D'une certaine manière, pour la communauté biélorussienne, la situation est compliquée par le fait que nous sommes confrontés à la première véritable migration de masse du 21<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire, si l'on pense à la révolution dans l'empire tsariste ou à la

Seconde Guerre mondiale, mais c'est nouveau du point de vue de la mémoire sociale. L'acceptation de ce fait est une question fondamentale.

C'est pourquoi, lorsque nous parlons du fossé entre ceux qui vivent au Belarus et ceux qui vivent à l'extérieur, je pense qu'il est important d'essayer de tirer des leçons de ce qui s'est passé avec d'autres diasporas et de ne pas considérer ce fait comme quelque chose d'absolument sans précédent.

Dans le même temps, il est également important de ne pas tout mettre dans le même panier, de ne pas mettre dans le même panier les Russes et les Bélarussiens, par exemple, et d'essayer de développer des mesures similaires. Nous avons besoin d'une approche plus diversifiée. Je pense qu'il est essentiel que les Bélarussiens eux-mêmes discutent et réalisent que nous sommes tous dans le même bateau, quel que soit l'endroit où l'on se trouve physiquement.

### **D'un point de vue pratique ?**

Il devrait y avoir des approches sur mesure conçues pour les citoyens favorables à la démocratie et au changement civil qui se trouvent encore au Belarus. L'Europe et les bailleurs de fonds occidentaux devraient davantage soutenir les initiatives ascendantes, les initiatives de renforcement des communautés. Nous parlons d'activités qui ne peuvent pas atteindre une dimension politique immédiate, mais la possibilité de développer la construction de la communauté, ne serait-ce que par le biais d'initiatives culturelles, est cruciale.

Comme nous le montre l'expérience d'autres nations et sociétés autoritaires, la confiance et la solidarité entre les personnes permettent de créer et d'entretenir des réseaux qu'il est ensuite beaucoup plus facile de mobiliser lorsque s'ouvre une fenêtre d'opportunité pour un changement social ou politique.

En outre, des mesures devraient être prises pour libéraliser la délivrance de visas aux Bélarussiens. Je comprends toutes les préoccupations en termes de sécurité, mais une approche sur mesure est nécessaire pour que les gens puissent se déplacer. Il ne s'agit pas seulement de sécurité, mais aussi de diplomatie et de contacts diplomatiques : si les Bélarussiens sont isolés, je ne pense pas que cela donnera des résultats positifs. Les habitants du pays deviendraient encore plus désespérés qu'ils ne le sont aujourd'hui, ils ne sentiraient aucun soutien de la part de leurs voisins et de l'Occident.

Le moyen le plus simple de faire sentir ce soutien est de maintenir le contact et de faciliter le passage de la frontière. Pour ceux qui se trouvent à l'extérieur du pays, le soutien de la société civile est essentiel, de même que le soutien des médias, pour donner la parole à des points de vue indépendants qui ne sont pas seulement ceux de l'opposition officielle. Je pense aux blogueurs indépendants et aux espaces de discussion d'en bas.

### **De ce point de vue, comment voyez-vous la présence du gouvernement d'opposition de Svjatlana Cichanoŭskaja à l'étranger ? En pensant également au fait que derrière l'objectif commun d'un changement démocratique se cachent des opinions et des tendances différentes...**

Je pense que l'existence d'une opposition officielle bélarussienne à l'étranger est importante et nécessaire. Actuellement, la société bélarussienne est une société transnationale et transfrontalière, car de *facto*, beaucoup d'organisations et d'activistes se trouvent à l'étranger.

Mais parallèlement, la répression, pour autant que nous puissions l'observer, devient également transnationale et transfrontalière : l'État bélarussien et l'État russe tentent de suivre leurs opposants et de les persécuter (je peux également le dire de mon point de vue personnel : Je fais l'objet de poursuites pénales au Belarus, et je suis jugé par *contumace*). Par conséquent, il est essentiel d'avoir un gouvernement en exil pour donner une voix à la communauté et au peuple bélarussiens. Cichanoŭskaja fait un travail énorme en défendant la cause et en la rendant visible au niveau mondial.

Ensuite, les avis divergent sur la situation et la manière d'agir. Je pense qu'à l'heure actuelle, personne ne sait vraiment quelle est la bonne voie à suivre. Il n'y a pas de stratégie gagnante *a priori*, il n'y a pas de mouvement qui va résoudre tous les problèmes d'un coup et rétablir la démocratie du jour au lendemain.

En ce sens, il est bon qu'il y ait des conflits et des débats au sein de l'opposition bélarussienne. Toutefois, en raison de l'absence d'une culture de la participation et de la communication, la discussion prend parfois des allures houleuses et préjudiciables, ce qui donne lieu à des abus.

Lorsque l'on est habitué à un système et à un contexte profondément hiérarchiques, la recherche d'un consensus par la persuasion et l'élaboration d'un programme convaincant semblent souvent étrangères et s'inscrivent dans une dynamique infructueuse : c'est particulièrement vrai pour ceux qui ont fait partie de l'appareil d'État ou de pouvoir, comme les *siloviki*, mais aussi pour de nombreux hommes d'affaires. Néanmoins, même ces difficultés et ces malentendus font peut-être partie d'un processus plus large d'apprentissage des attitudes démocratiques de la part de la communauté bélarussienne. Dans l'ensemble, je reste optimiste.

---

## ***Pour en savoir plus***

---

- [Commotion et marge d'opportunité : Comment le COVID-19 et la guerre ont affecté la position des infirmières en Ukraine \(Commons\)](#)
- [Mavkas en colère : les femmes à la tête de la résistance dans l'Ukraine occupée par les Russes \(Valigie Blu\)](#)
- [Soutien à l'Ukraine Résistante \(Syllepse\)](#)
- [Des prisonniers ukrainiens se portent volontaires pour rejoindre la ligne de front : "Ce ne sera pas un conte de fées" \(Le Monde\)](#)
- [Bastonnades, électrochocs, attaques de chiens : Des Ukrainiens racontent l'enfer des prisons russes \(Le Monde\)](#)
- [Gaza vs Ukraine : Un double standard qui a brisé l'ordre mondial \(Open Democracy\)](#)